

le procès TRAMONI



Tribune

socialiste





tribune PSU socialiste

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : François
BORELLA - Françoise CLAIRE - Michel
CLEVENOT - Marc ECHEVERRY -
Pierre JIRA - Jean LE GARREC - Lucien
SAINTONGE - Monique SARDOU -
François SOULAGE - Jean-Pierre THE-
RIQUE.

Directeur de la publication : Guy DE-
GORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.

■ Mercredi... mars 1973. Comme cha-
que semaine, le conseil des ministres
est réuni sous la présidence de Geor-
ges Pompidou. Le Premier ministre
François Mitterrand fait un exposé sur
la grève générale des employés de Ha-
chette qui exigent la nationalisation de
leur entreprise et Georges Marchais,
ministre de la Défense nationale, a
rendu compte de sa visite au plateau
d'Albion.

Politique-fiction ? Peut-être pas. Après
tout, qui peut affirmer aujourd'hui que
l'union de la gauche est hors d'état de
gagner les élections ?

Et comme M. Mitterrand a clairement
affirmé qu'il ne voulait pas chasser
Pompidou...

Pourquoi ce leurre ? Pourquoi laisser
croire qu'en cas de victoire électorale
de la gauche, on peut faire l'économie
d'un conflit avec le Président de la Ré-
publique ? Aujourd'hui - et c'est le
sens de notre « une » - la bataille de
ceux qui se battent pour l'unité popu-
laire vers le socialisme résonne des
cris de : « Partez, Pompidou ! ».

■ Si nous consacrons quatre pages
à ce problème de l'unité populaire,
c'est pour répondre aux questions que,
de toutes parts, on nous adresse. Si
Michel Rocard a clairement rappelé, au
cours de l'émission « Actuel 2 », qu'au-
jourd'hui « nous réglons nos affaires
avec le régime », nous n'admettons pas
pour autant - comme l'explique Gé-
rard Féran (pages 7, 8) - la concep-
tion de MM. Marchais et Mitterrand
selon laquelle, hors du programme
commun, il n'y aurait point de salut...

Nous rappellerons, et notre souci
unitaire, et nos positions propres, diffé-
rentes du programme commun, comme
nous l'avons fait au cours du meeting
de rentrée dont rend compte Jean-Paul
Thérique (pages 8, 9). Toute notre cam-
pagne électorale sera centrée sur l'ex-
plication de l'autogestion, sur laquelle
revient Lucien Saintonge (page 9).

Pour les candidats et l'ensemble des
militants du PSU, la campagne com-
mence. Nous en rendrons compte ré-
gulièrement, dans une rubrique « En
battant la campagne », qu'inaugure ici
Jean-François Merle (page 10). Campa-
gne qui provoque parfois des heurts
et des ruptures : nos camarades du
conseil municipal de Morlaix s'expli-
quent sur leurs démêlés avec le maire
PS (page 10).

■ Samedi dernier, la cour d'Assises
rendait son verdict dans l'affaire Over-
ney : Tramonî condamné à quatre ans
de prison. Bernard Langlois, qui a sui-
vi le déroulement complet du procès,
raconte comment Henri Leclerc, parlant
pour la famille de Pierre Overney, a
aussi à faire de ce procès celui de
la Régie, et comment le verdict, tout
limité qu'il soit, n'était pas du tout ac-
quis au début des débats (page 4).

■ Pourquoi parle-t-on du procès Tra-
moni, alors que M. Pompidou, connu
pour ne parler que de ce qui est im-
portant, n'en a pas soufflé mot ?

Et Marc Echeverry, qui a analysé la
conférence de presse du Président de
la République, explique comment une
fois de plus, il s'est employé à esqui-
ver les questions gênantes (page 5).

■ M. Pompidou n'a pas non plus par-
lé des révélations faites par Gérard
Borel sur la situation à Djibouti. Ces ré-
vélations, l'article et les photos de
« TS », commencent toutefois à fran-
chir le mur du silence de la grande
presse. G. Borel nous explique cette
semaine l'état des forces politiques
dans le Territoire français des Afars
et des Issas d'après une interview de
la Ligue Populaire Africaine (page 16).

■ Au cours du meeting de la Mutua-
lité, Michel Rocard avait évoqué la
mémoire de Mahmoud El Hamchari, au
moment même où F. Mitterrand s'ap-
prêtait à recevoir Golda Meir. Nous
voulons rappeler ici (page 11) qui était
le représentant de l'O.L.P. à Paris :
non seulement notre camarade de com-
bat, mais aussi notre ami.

■ Front des luttes. La campagne élec-
torale ne parvient pas - comme d'au-
cuns l'espéraient - à geler la comba-
tivité ouvrière. Ça repart chez Berliet,
ça continue au Larzac, ça commence à
l'EDF de Clamart, on fait le bilan chez
Dalle (pages 12, 13, 14).

■ Bref, la vie politique, sociale, in-
ternationale, s'anime.

Dans cette période, « TS » doit jouer
pleinement son rôle, comme reflet et
soutien de nos luttes, de nos espoirs.
Et le fait de verser à la souscription
pour les élections n'est pas une excu-
se pour ne pas faire d'abonnés nou-
veaux...

T. M. ■

CALENDRIER POLITIQUE

18 janvier, Nancy (ciné-
ma Rex, 19, rue St-Di-
zier) : meeting avec Mi-
chel Rocard.

18 janvier, Paris (Sorbon-
ne) : avec Philippe Si-
mon et Robert Chapuis.

20 janvier, Brest : mee-
ting avec André Barjo-
net.

20-21 janvier, Paris : col-
loque autogestion.

24 janvier, Quimper :
meeting avec Robert
Chapuis et Alain Ran-
nou.

25 janvier, Grenoble :
meeting avec Michel Ro-
card.

26 janvier, Charleville :
meeting avec Daniel Le-
nègre.

27-28 janvier, Paris : ses-
sion de la Direction po-
litique nationale.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des
militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

L'association Découverte et Culture
vient de subir un grave préjudice, ses
locaux ayant été cambriolés dans la nuit
du 9 au 10 janvier 1973. Les animateurs
de l'association demandent aux nom-
breuses personnes qui nous avaient écrit
ou téléphoné depuis trois mois pour
connaître nos activités de nous contac-
ter à nouveau.

L'essentiel de notre programme pour
l'année 1973 est prêt. Les adhérents de
l'association vont recevoir prochainement
notre documentation. Avec eux,
avec vous, Découverte et Culture conti-
nue. Venez nous voir, contactez-nous :
94, rue Notre-Dame-des-Champs, télé-
phone 325.00.09.

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Par des expériences collectives — loi-
sirs, vacances — chercher à échapper
à la loi du plus offrant, pour savoir faire
notre le temps qu'on veut bien nous
laisser passer hors de l'usine ou du
bureau.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

DIVISER OU UNIR ?

DANS sa dernière conférence de presse, Georges Marchais a tenté de déformer les positions du PSU et de situer sur un même plan nos critiques du Programme commun et nos attaques contre le pouvoir. Les travailleurs, eux, auront rectifié d'eux-mêmes.

Il n'appartient pas au secrétaire général du PCF de limiter le champ politique à un affrontement entre la droite et les forces qui se réfèrent au seul critère d'adhésion au Programme établi entre son parti, le Parti socialiste et les radicaux de gauche. Cette raideur dans le jugement, cette volonté de fermeture politique nous semblent aller à l'encontre du but recherché : la défaite de la droite. La victoire, en effet, n'est possible que si un large mouvement d'unité populaire peut se réaliser, et nous affirmons une fois de plus que les conditions fondamentales en sont le respect des diversités au sein de cette unité.

Un régime à battre

Certains s'étonnent que des candidats différents, PS, PC ou radicaux, se présentent contradictoirement sur la base d'un programme qu'ils disent pourtant commun. Nous ne nous étonnons pas : chaque parti a ses positions spécifiques et entend les faire triompher. Nos positions autogestionnaires ne se retrouvent pas dans le Programme commun : il est donc normal que nous ne fassions pas comme si elles y étaient et que nos candidats se présentent, eux aussi, de façon spécifique. En donnant le sentiment qu'il n'y a rien à gauche en dehors du Programme commun, Georges Marchais, secrétaire du PCF, ne condamne pas seulement le PSU mais, outre la Ligue et Lutte ouvrière, le Parti socialiste également, puisque celui-ci perd toute spécificité. C'est une attitude dangereuse car elle risque de faire le jeu du pouvoir. On s'en aperçoit depuis quelques jours en entendant les leaders de la majorité et leur campagne anticommuniste qui présentent Mitterrand comme un simple otage.

Nous avons dit et nous redisons que ce régime doit être battu, que cela est possible et qu'une victoire modifiera profondément les conditions de l'évolution politique des années à venir. Notre position a toujours été parfaitement claire, et dès le Conseil de Juvisy en juin 72, nous disions que la bataille électorale à venir serait une bataille de classes. Nous avons précisé immédiatement les conséquences de cette analyse en définissant clairement notre attitude pour les désistements du deuxième tour.

Une autre logique

Depuis des années, nous affirmons la nécessité d'une large mobilisation populaire et, en novembre 69, par la victoire de Michel Rocard contre Couve de Murville, nous avons fait, les premiers, la démonstration de sa réelle efficacité en montrant que la défaite de la droite était possible. Les électeurs du Parti communiste, en apportant leurs voix à Michel Rocard, y avaient d'ailleurs contribué. G. Marchais le leur reproche-t-il aujourd'hui ?

D'ailleurs, chacun sait bien, à commencer par les hommes du pouvoir, de quel côté de la barrière nous nous trouvons. Dès la signature du Programme PC-PS, nous avons précisé l'importance de cet événement qui ne pouvait laisser indifférente aucune des forces qui luttent pour le socialisme. Nous avons considéré comme un fait positif la volonté de répondre aux revendications des travailleurs, même s'il nous semblait que dans bien des cas le programme était en-deça des objectifs mis en avant dans les luttes récentes.

Notre critique essentielle repose sur la conception du pouvoir présente dans cet accord. Le Programme n'apporte aucun changement fondamental à la manière dont seront prises les décisions au fait que chaque individu restera sa vie durant soumis à des décisions prises de manière centralisée. Les quelques mesures intéressantes les collectivités territoriales nous paraissent insuffisantes pour endiguer l'énorme accroissement de pouvoirs d'une puissance publique centrale omnipotente.

Nous affirmons que le problème réel, est, qu'en face de la logique du développement capitaliste il faut proposer et instaurer en s'appuyant sur une mobilisation populaire, en la suscitant, en l'organisant, une autre logique. Il faut répondre aux questions des travailleurs sur la finalité même de leur travail. Produire, pourquoi ? la croissance, pourquoi ? c'est un nouveau mode de vie, de nouveaux rapports sociaux qu'il faut inventer aujourd'hui.

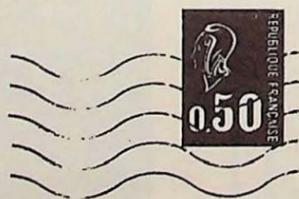
Par l'adoption à son Congrès de Toulouse du manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », le PSU s'est efforcé de clarifier ses positions pour proposer les conditions et les directions d'un bouleversement de la société vers un socialisme autogestionnaire. Nous affirmons que cet objectif est possible et que les choix ne pourront être laissés à la discrétion d'une autorité supérieure. Le socialisme ne s'instaurera pas par l'effet de décisions prises au sommet, mais sous la pression d'un très large mouvement populaire.

Au delà d'une victoire électorale

Encore faut-il que les conditions politiques aident à la création de ce mouvement. L'accord entre le PC et le PS peut y contribuer. A condition que le débat de toutes les forces socialistes permette de mieux définir les objectifs fondamentaux d'une telle mobilisation. A plusieurs reprises, nous avons proposé à nos camarades du PC et du PS ce débat et, semble-t-il en vain.

Dans les mois à venir, nous continuerons de mener ce débat tout en proposant à ceux qui se reconnaissent dans l'objectif du socialisme autogestionnaire de construire ensemble une force puissante. Et c'est pourquoi, dès à présent, au-delà d'une victoire électorale pour laquelle nous nous battons avec les autres forces socialistes, il est de notre responsabilité d'aider à ouvrir la voie vers le socialisme.

Jean LE GARREC



[Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un lecteur de Caen, traitant des problèmes de santé. Ces réflexions, nous dit-il, ont été élaborées au sein du C.A. Santé de Caen qui souhaite les voir largement reprises et discutées. Après avoir démontré les responsabilités du système économique et social que nous subissons dans le développement, voire la création de grand nombre d'affections de toutes sortes, notre lecteur insiste sur le rôle déterminant des grands trusts pharmaceutiques dans le (mauvais) traitement des problèmes de santé.]

Prenons l'exemple d'une maladie courante, l'angine. Dans le « concours médical » du 27 novembre 71, un article est intitulé « l'angine streptococcique de l'enfant, dix jours de pénicillinothérapie », et je crois que tout le monde est d'accord sur ce point. Et l'article précise : « le seul antibiotique régulièrement actif contre le streptocoque hémolytique est la pénicilline, les tétracyclines, que l'on voit trop souvent prescrire dans le traitement des angines, sont inefficaces dans un cas sur deux. »
DIX PRODUITS
Or, dans la même revue, les laboratoires pharmaceutiques font de la publicité pour leurs produits : ils préconisent dix produits différents, dont 4 sont des cyclines, et trois seulement sont des produits proches de la pénicilline. L'un d'eux est une association de pénicilline

avec un autre antibiotique qui ne rajoute rien, mais permet un prix de vente plus élevé. Les deux autres sont des pénicillines de synthèse; d'efficacité plus faible que la pénicilline simple, et coûtant environ dix fois plus cher !

Ainsi, dans une affection fréquente, qui peut se compliquer de rhumatisme articulaire aigu et de néphrite, c'est-à-dire de maladies qui peuvent faire de l'individu qui en est atteint un insuffisant cardiaque ou rénal, les labos conseillent des produits dont aucun n'est la pénicilline, mais des produits moins efficaces, plus coûteux, et plus toxiques.

(...) Toutes les maladies infectieuses posent le même problème (...).

Notre correspondant aborde aussi le problème du rôle joué par les firmes pharmaceutiques dans le « recyclage » des médecins et l'enseignement post-universitaire.

On sait que l'enseignement que reçoit le médecin après qu'il aie quitté la faculté, est presque exclusivement fait par les laboratoires.

Quelles sont en effet les possibilités qu'a le médecin de se « tenir au courant » ? Il peut écouter les visiteurs médicaux ; lire les revues médicales ; participer à des colloques ou des congrès. Dans les trois cas, le rôle des laboratoires est énorme.

— Les visiteurs médicaux, c'est évident, font directement de la publicité.

— Les revues médicales tirent la part la plus importante de leurs revenus de la publicité pharmaceutique, ce qui influe évidemment sur le contenu des articles ; on imagine mal que les trusts contribuent à faire vivre des revues dont la ligne générale irait à l'encontre de leurs intérêts.

— Colloques et congrès enfin sont souvent organisés par les laboratoires, qui choisissent le lieu, la date, les participants et le thème de la réunion. Ce sont ces mêmes laboratoires qui se chargent de publier les résultats du congrès, choisissent de leur plus ou moins longue diffusion et déterminent ceux à qui ces résultats seront communiqués... Ils décident donc :

qui doit parler, de quoi l'on doit parler, comment diffuser les résultats et à qui !

En intervenant de façon aussi massive au niveau de l'enseignement post-universitaire, les trusts ont d'ailleurs, par là-même, une grande influence sur l'enseignement universitaire lui-même.

Les professeurs de faculté, en effet, ont eux-mêmes enrichi leurs connaissances à partir de leurs lectures et congrès, leur enseignement ne peut que s'en ressentir, la boucle est bouclée !

Le laboratoire pharmaceutique ne pourra survivre et prospérer que s'il gère « sainement » ses affaires (c'est d'ailleurs la seule santé dont il se préoccupe !) il utilisera pour cela tous les moyens mis à sa disposition.

La science médicale élaborée dans un tel système ne peut être que la science médicale la plus conforme aux intérêts des trusts pharmaceutiques.

J.-P.L. (Caen) ■

4 ANS POUR TRAMONI

l'ordre règne à la Régie...

Depuis le samedi 13 janvier 1972, à 18 h 50, nous savons de quel prix se paye le meurtre d'un ouvrier : 4 ans de prison. On peut trouver ça bon marché. Tramoni pourtant a blémi dans le box, en entendant tomber le verdict. Il s'attendait visiblement à moins, beaucoup moins. Il n'avait pas compris, pauvre type, que son sort à lui importait peu aux yeux de la justice bourgeoise : ce qui comptait — et ce qui comptait seulement — c'était la bonne réputation de la Régie Renault : il fallait qu'elle sorte de ce procès blanche comme l'écharpe d'hermine du président...

HENRI LECLERC, le défenseur de la partie civile — les parents de Pierre Overney — devait le souligner très justement au cours des débats : cette affaire rappelle quelque classique histoire de roman policier, quand « le vieux », le patron des services secrets, après avoir expliqué à son agent la nature et les conditions de sa mission, lui précise pour mémoire que, « bien entendu, en cas de pépin, nous ne vous connaissons plus ».

C'est dans cette optique qu'il faut déchiffrer tout ce qui s'est dit, démontré, plaidé tout au long de ces cinq longues journées d'audience : la photo qui fixe le drame n'est, pour les uns, que la rencontre fortuite et brutale de deux individus ; pour les autres, pour Leclerc, pour nous-mêmes, elle n'est qu'un moment de la lutte des classes. Dès lors, Jean-Antoine Tramoni, pâle meurtrier de Pierre Overney ne nous intéresse que par ce que démontrent ses mensonges, ses contradictions, son arrogance : la conclusion du fric et du muscle, et plus



Henri LECLERC : Ouvrir une fenêtre...

précisément dans cette affaire, l'existence d'une milice privée chargée de faire régner l'ordre à l'intérieur de la Régie Renault.

Ses mensonges, ses contradictions, son arrogance.

L'arrogance d'abord. Imaginez la salle des assises, ses bois vernis, ses grilles, ses gradins et ses tribunes. Imaginez la cour, sa pourpre et ses hermines. Les robes noires des avocats. Tout ce cérémonial, cette pompe, cette fausse majesté. Et puis, les parents de Pierre au milieu de tout ça : ce vieux paysan usé, courbé sur sa canne, et son pied infirme. La mère, cette femme pauvre et terriblement digne. Les frères graves, tendus. Ils sont là, assis en contrebas, à trois mètres de l'assassin de leur fils, de leur frère. Ils semblent ne rien entendre, mais ne perdent pas un mot des débats.

Cette « partie civile », comme on dit, impose à toute la salle un respect évident.

A tous, sauf à Tramoni : pas un geste d'émotion, pas l'ombre d'un regret. Il riposte, il ironise, il fanfaronne. Aucune pudeur.

— J'ai de nombreux amis, Monsieur, le Président, je n'aurai aucun mal à trouver du travail !

Ou encore :

— Si je n'avais pas fait ce que j'ai fait, on m'aurait accusé de non-assistance à personne en danger !

A un témoin :

— Vous n'avez rien dans le pantalon ! Odieux. Lui, comme dit Leclerc, fait partie de ces hommes qui prolignent leur virilité avec un pistolet.

un homme d'ordre

Tous les témoignages sur l'homme le diront, toute son attitude au cours du procès le confirmera : Tramoni est un calme, un froid, un « homme d'ordre » précise le psychiatre. C'est calmement, froidement qu'il a tiré sur Pierre Overney.

Première invraisemblance : cet « homme d'ordre », ce tireur d'élite, ce militaire de carrière, qu'est-il venu faire à la Régie ? S'occuper de l'entretien des vestiaires...

Voilà pour la personnalité : qu'il soit, en plus, bon époux et bon père, pourquoi pas ? Et que nous importe : les nazis aussi, retour d'Oradour, savaient aimer les femmes et bercer les enfants.

Les contradictions, les mensonges : ils vont éclater tout au long des dé-

positions des témoins, y compris ceux que cite la défense. Il s'agit de nier, de la façon la plus formelle, l'existence d'une équipe de répression à l'intérieur de la Régie, autrement dit d'une milice, d'une police privée, dont Tramoni était l'un des plus zélés représentants.

Mille détails, pourtant, le démontrent, et le président Braunschweig ne cachera pas, à plusieurs reprises, son agacement :

— Mais pourquoi, diable, étiez-vous assermenté ?

— Que faisiez-vous là, à cette grille ?

— Comment se fait-il qu'à chaque incident à l'intérieur de la Régie vous soyez présent ?

Tramoni passait. Son travail, n'est-ce pas, l'obligeait à circuler beaucoup dans le périmètre de l'usine. Et puis, il a tant d'amis : on discute un peu, comme ça, du pays...

un rôle évident

Du pays : Tramoni, Buroni, Moracchini, Canonici... Des hommes jeunes, dans la force de l'âge, qui tranchent avec les gardiens en uniforme — vieux ouvriers « sortis » des chaînes pour une fin de carrière placide à l'une des 48 portes de l'énorme usine.

Pauvres braves types, dépassés par les événements : « Les gauchistes étaient là tous les jours, Monsieur le Président. Ils faisaient sauter nos casquettes. Un jour, il y en a même un qui m'a forcé à manger du flan... »

Bon : pas besoin de dessin. Ce ne sont pas ces cerbères en uniforme qui feront régner l'ordre dans la Régie Nationale.

Parce que l'ordre ne règne pas chez Renault ?

Allez. Laissons là Tramoni et son crime. Laissons là son rôle de flic évident. Laissons là les dénégations outragées de M. Dreyfus et sa réputation de grand libéral. La cause, pour tous les hommes de bonne foi, est entendue.

Il reste à expliquer le pourquoi de ces événements, le pourquoi de cette milice. C'est à cela qu'Henri Leclerc — par les témoins qu'il a fait citer, par la plaidoirie remarquable qu'il a prononcée — s'est attaché, comme il nous en avait prévenu au début des débats : « J'essaierai d'ouvrir les fenêtres de cette cour d'assises sur le monde ouvrier. »

Ils nous ont raconté, ces témoins : les cadences, la chaîne, l'exploitation de plus en plus dure, parce qu'il faut sortir de plus en plus de bagnoles.

Georges Desambre, 29 ans, OS 2, délégué du personnel : « Les conditions de travail se sont aggravées, et particulièrement dans la période qui a suivi les vacances d'août 71. Licenciements, sanctions arbitraires, cadences accélérées, un remplaçant pour 120 ouvriers, des temps de repos réduits. Les nerfs à bout... »

La violence, bien sûr. Et, bien sûr, la violence des gauchistes. « Nous

ne la contestons pas », dit encore Leclerc. Mais tous les travailleurs de chez Renault, et les syndicalistes entendus à la barre sont d'accord. Et la défense, en faisant citer Sylvain, secrétaire de la CGT-Renault, s'est fourrée le doigt dans l'œil : Quelles que soient les divergences avec les méthodes d'action des comités de lutte — et Dieu sait qu'elles sont profondes ! — ils diront tous que « la violence première est celle que fait subir la direction aux travailleurs ».

pour le contrôle ouvrier

Et voilà que, depuis 68, à cette violence de la direction viennent s'opposer de nouvelles formes de lutte : ce n'est pas spécial à Renault, et cette histoire-là, nous la connaissons bien.

C'est la bataille engagée, dans de nombreuses entreprises, pour le contrôle ouvrier. C'est le refus des « petits chefs », des chronos. C'est la rotation des postes imposée par les ouvriers eux-mêmes. Et voilà un patronat bien embêté : on se croyait tranquille, dans des relations fermes souvent, dures parfois avec des syndicats puissants et disciplinés, et des règles du jeu acceptées par tout le monde.

Alors, puisqu'« ils » viennent rompre l'équilibre, puisqu'« ils » ne respectent plus les règles, il va falloir s'organiser : nos bons vieux gardiens en uniforme ne suffisent plus lorsqu'il faut virer un gaillard comme Sadoq Ben Mabrouk, ou Theureau, ou Riss, ou... Overney, qui refusent le licenciement arbitraire, qui reviennent sur les chaînes, à leur poste, qui revendiquent leur droit au travail... Il n'y a pas que les étudiants qui auront droit aux « appariteurs musclés » !

Du muscle au pistolet chargé, bien sûr, il y a une marge. Et on peut raisonnablement penser, bien sûr, aussi, que le PDG de Renault ignorait que son garde assermenté était armé.

« Mais je suis sûr — dira Leclerc — que Tramoni était sûr d'être couvert. » Et qui peut dire aujourd'hui quelles auraient été les suites du meurtre, si Chimel, le jeune photographe de l'APL, n'avait pas été présent — et courageux ?

On ne pouvait pas, comme ça, remettre Tramoni en liberté. On n'a pas osé, quand même... La composition socio-professionnelle du jury (« votre âme et votre conscience ne sont pas neutres », dit aussi l'avocat de la



A.P.L.

Après le verdict, dans un café en face du Palais. Un deuxième procès, bien plus expéditif, bien plus vrai : celui que les parents de Pierrot font à la justice.

Leur verdict à eux est le cri du cœur des pauvres gens, ceux qui ont brusquement découvert le sens des fables de leur enfance : « Selon que vous serez puissant ou misérable... »

Mme Overney ne comprenait pas bien le sens de l'engagement militant de son fils. Elle réagissait en mère, inquiète — à juste raison ! Il aura fallu ce drame, la mort de son garçon, et puis tout ce qu'on a dit, écrit, sali et enfin ce procès pour qu'elle comprenne et qu'elle dise aujourd'hui...



A.F.P. Mme Overney et son fils :
...Sur le monde ouvrier.

la conférence de presse de Pompidou

"ET S'IL ME PLAÎT A MOI MOSSIEUR ?"

Nous voilà prévenus. Le président de la République ne se sent nullement tenu de dire au peuple français dont il est l'élu, ce qu'il entend faire au lendemain des élections. « Il aime les effets surprise. » La seule chose qu'il demande aux Français est de voter en bon ordre et en rang, pour les candidats de sa majorité. Une majorité qui est d'ailleurs morte avec l'Assemblée. Seul reste donc Pompidou, et l'action qu'il mène.

Au fait quelle est cette action ? Pendant près de deux heures, dans la salle des fêtes de l'Élysée, la presse a vainement essayé d'en connaître les grandes lignes. Comme l'a dit excellemment André Passeron dans « le Monde », « Georges Pompidou n'a rien dit, mais il l'a dit longuement ».

EN fait, Georges Pompidou montre de plus en plus son désarroi. Le voici au milieu de son septennat, et l'opinion entière constate qu'on ne peut attacher son nom à la moindre réalisation, la moindre politique, le moindre projet.

Chaban-Delmas avait essayé de faire illusion avec le projet de la « nouvelle société ». Il ne pouvait réussir, compte tenu des forces sociales sur lesquelles la majorité s'appuie, mais enfin, il paraissait vouloir changer quelque peu le cours des choses.

Mal lui en prit. Il n'y a rien à changer dans ce régime, comme dans cette société. Pompidou le chasse sans ménagements.

Et aujourd'hui, il nous dit — sans rire, lui — mais faisant éclater de rire la France entière, qu'il « est obligé de plutôt freiner que d'encourager » les initiatives de Messmer, tant celui-ci est actif et audacieux.

de la hauteur

On pourrait continuer ainsi longtemps sur le mode de la plaisanterie, tant les ternes propos de Georges Pompidou découragent le commentateur.

Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que le chef de l'État est sensible à quelques mouvements d'opinion et qu'il s'essaye à les canaliser et à les récupérer. Le catalogue de Messmer n'ayant enthousiasmé personne, le Président entend prendre un peu de hauteur.

Et, par exemple, en ce qui concerne le problème de la condition des femmes, on sera ravi de savoir que l'inspection des Finances leur est désormais ouverte. Reste les problèmes plus graves de la limitation des naissances, de l'avortement, du travail partiel, des crèches... C'est promis, c'est juré, on en parlera... après les élections.

Lucien Neuwirth qui, pendant toute cette législature, a tenté de faire passer une loi — certes timide —, mais qui marquait quelques progrès, appréciera. L'imprudent avait essayé de devancer la « pensée » du président, qui entend, lui, s'entourer de sages dont les conclusions, longuement muries, permettront de gagner encore une législature.

Mais que l'on ne s'y méprenne point. Ces problèmes font partie d'un vaste ensemble : car Georges Pompidou n'a qu'un souci, le bonheur de l'homme.

même les suédois

Comment y parvenir ? Le suspense est complet. On attend maintenant le grand projet, les décisions, la description, même sommaire, de la société que la majorité et son président nous préparent.

Ici, Pompidou marque une légère déception devant l'indifférence des Français. En 1963, il a dit qu'il voulait une société à mi-chemin entre le capitalisme et le totalitarisme communiste. La chose était si importante que le Premier ministre socialiste suédois de l'époque (ce n'était pas Olof Palme) tint à lui dire : « Vous dites des choses que moi, socialiste, je n'aurais pas dites en Suède... »

Tous les propos sont de la même veine.

Gérard Borel a montré la semaine dernière dans « TS » le sort tragique des populations de Djibouti. Pour le président, il s'agit, à l'occasion de son voyage, de marquer la solidarité française à leur égard. Le cynisme perce sous le sourire bonhomme et l'insignifiance du propos.

Le voyage pour rencontrer Brejnev en URSS : rien à voir avec la politique intérieure française, mais pas un mot sur le contenu réel des entretiens.

Sur le Vietnam, des propos un peu plus nets, après un long et scandaleux silence. Fort bien, mais dès qu'il s'agit du Moyen-Orient, aucune prise de position, aucune proposition.

Enfin, et ceci reste tout aussi anecdotique que ce qui précède — mais Pompidou ne connaît que l'anecdotique —, les gaffes qu'il a accumulées tout au long de la conférence.

La venue de Golda Meir pouvait et devait être dénoncée en signalant que la France ne saurait tolérer en aucun cas que les services secrets israéliens agissent en son territoire et assassinent des militants palestiniens comme ils viennent de le faire. Le PS se devait également, au demeurant, de formuler la même condamnation.

Mais ce n'est pas cela qui préoccupe le président. Que « ces messieurs-

« Je me refuse à dire par avance ce que je ferai dans telle ou telle hypothèse. Je ne vois pas d'ailleurs à quel titre on me le demande, et à quel titre on prétend exiger de moi que je découvre par avance ce que sera ma stratégie... »

Georges POMPIDOU.

dames », dont certains sont Premiers ministres dans leur pays, viennent en tant que militants des partis sociaux-démocrates, tenir une réunion de l'Internationale socialiste, voilà qui fait sortir Pompidou de ses gonds. Et d'aligner une série de grossièretés qui ont provoqué des réactions dans toute la presse internationale.

Parle-t-il de Jean-François Deniau, membre de la Commission européenne, et il énonce : « Notre représentant à la Commission », ce qui est contraire totalement à l'esprit comme à la lettre du Traité de Rome. Et voilà toute la Commission en émoi. Le pauvre Ortoli n'avait pas besoin de ça.

Au moment où j'écris ces lignes, la Télévision passe une émission avec des clowns. Celui dont nous venons de parler nous est apparu bien triste, l'autre jour, à l'Élysée. Mais, comme eux, il ne cesse de répéter : « Et s'il me plaît, à moi, Mōsseur. »

Marc ECHEVERRY ■

'ARMES ÉGALES'

à qui la faute ?

Il n'y a pas de doute : Alexandre Sanguinetti est le meilleur débater de la majorité ; et de loin. François Mitterrand en a fait les frais.

On s'attendait mercredi soir à « Armes Égales » à un pugilat. Il n'en a rien été. Débat courtois et néanmoins très difficile pour François Mitterrand. En face de lui, pas un aristocrate comme Giscard, pas un valeureux de sabre comme Peyrefitte (qui s'étaient récusés tous deux) mais un homme au gros bon sens. Le bon sens de la droite, franche, massive, Argument central : « Quel que soit le résultat des urnes, vous serez battu, M. Mitterrand ; par nous si le résultat nous est favorable, par les communistes s'il vous est favorable ».

Que répondre ? F. Mitterrand a bien tenté de démontrer que la France n'est pas dans la zone d'influence soviétique et que Prague 68 (les chars russes) n'est pas à craindre ; mais face aux coups de boutoir d'A. Sanguinetti, il n'a pas vraiment convaincu que Prague 48 (les socialistes expulsés du pouvoir par le P.C.) est impossible à Paris.

Pour un auditeur d'extrême-gauche, c'était l'éternel débat entre la droite et la social-démocratie sur la place du P.C. en France. Il y avait donc quelque lassitude à entendre Sanguinetti avancer les arguments que la droite assène depuis 1920 à ses interlocuteurs de la gauche non communiste et à entendre Mitterrand reprendre au mot près les discours de Léon Blum sur le sujet. Ce dernier, cité plusieurs fois par le Premier Secrétaire du P.S. a été ainsi très présent au centre de ce débat. Mais le Front Populaire lui ne l'était pas. A qui la faute ?

J.G. ■

le procès du procès

d'hui : « Maintenant, je sais qu'il avait bien raison. Je sais que ses camarades ont raison. Qu'il faut se battre. Nous avons découvert, nous, l'injustice. Mais trop peu de gens la connaissent. »

« La justice, cette mascarade — dit François — l'un des frères de Pierrot — qui permet de jeter en prison une mère de famille pour un chèque sans provision de 70 F. Que voulez-vous dire de plus ? » Et Michel, l'autre frère, celui qui, pendant l'audience, n'a pu s'empêcher de bondir sur Dreyfus et de lui crier son dégoût. Michel, qui ne répond pas aux questions, mais qui se lève : « Mon opinion, je vais maintenant la dire dans la rue. »

les partis dans le champ politique

Notre camarade François Borella vient de publier aux éditions du Seuil (1) un livre sur « les partis politiques dans la France d'aujourd'hui ». Nous publions ici en bonnes feuilles la conclusion de son analyse.

Le système politique et partisan actuel n'a pas encore connu d'alternance au pouvoir. Il s'identifie à la force politique qui l'a créé et l'a fait vivre dans une indéfectible discipline depuis dix ans. On peut donc le qualifier de système de parti dominant, quels que soient les critères utilisés pour repérer le phénomène.

L'avènement au pouvoir d'une autre majorité électorale, qu'elle soit de centre ou de gauche, constituerait donc pour le système actuel l'épreuve décisive. Si une nouvelle majorité sortait des élections législatives, il est extrêmement probable que l'axe du pouvoir se déplacerait de l'Élysée au Palais-Bourbon. Si elle apparaissait lors d'une élection présidentielle, la permanence du mécanisme institutionnel en serait probablement plus assurée. Mais, de toute façon, la question se pose de savoir si le système partisan survivra à un tel changement, ce qui équivaut finalement à se demander s'il est bien un système. La réponse ne peut résulter de l'analyse des seuls mécanismes du jeu politique.

La politique n'est pas en effet un jeu d'échecs. Le système n'existe pas pour lui-même. Il n'est pas isolable de la société qui lui a donné naissance. La coalition majoritaire d'aujourd'hui réussit depuis dix ans une mise en échec permanente des oppositions. Elle ne cherche pas, ni ne souhaite l'échec et mat. Mais si elle perdait sa position dominante, elle n'existerait plus en tant que coalition cohérente. Une partie de ses forces se réinvestirait dans la majorité nouvelle pour sauver l'essentiel de ce qui fait sa raison d'être. C'est là l'espoir permanent des centristes. C'est aussi le risque qu'a choisi de prendre l'union de la gauche.

magnétiser le champ social

Le gouvernement des hommes, de quelque manière qu'il soit assuré, est une structure orientée, non pas neutre. Les grands courants qui la traversent et qui la structurent durablement ne peuvent être que faiblement perturbés par les conséquences inattendues résultant du fonctionnement d'un mécanisme électoral. Il est facile de constater qu'après la période orageuse et la perturbation qu'elle provoque, le champ politique retrouve son équilibre, à un niveau ou sous une forme légèrement différents de l'état antérieur. Les changements profonds et étendus du champ politique ne peuvent jamais résulter du fonctionnement du système lui-même.

D'où la nécessité de préciser la notion de champ politique, par analogie avec celle du champ magnétique. Dans toute société humaine, c'est-à-dire

dans tout groupe social organisé pour vivre un destin partagé, ou, pour faire court, dans toute société politique, l'analyse révèle l'existence d'un tel champ. Certes, il est peu visible, car trop évident et trop puissant, dans les sociétés traditionnelles ou anhistoriques, non plus que dans les périodes de longue stabilisation politique. Certes, il est un lieu théorique, une construction scientifique à partir des données fournies par l'observation. Mais il n'en est pas moins réel et actif.

Le champ politique est constitué par un ensemble de masses, ce sont les classes et groupes sociaux, qui s'orientent dans un certain sens sous l'influence de forces agissant sur elles et par elles. Nous savons déjà qu'il y a force politique lorsqu'une énergie politique rencontre une masse sociale et lui fournit une accélération. En clair, cela se produit lorsqu'un petit groupe d'hommes prend parti, c'est-à-dire se propose d'assurer le gouvernement du groupe tout entier, et que ses propositions rencontrent une demande dans la société globale et en reçoivent un soutien. Les partis politiques apparaissent précisément au moment où une société n'est plus fondée sur un consensus général quant à sa structure politique et à la direction de son devenir. Ils visent à suppléer une orientation traditionnelle, et donc tenue pour naturelle et immuable, du champ politique. Ou encore, dans les cas du parti unique, le parti entend réimposer une direction unique du champ politique.

les pôles indispensables

Loin donc d'être inutiles, superflus ou dépassés, les partis sont les indispensables pôles d'une société politique. Encore faut-il qu'ils soient capables de magnétiser le champ social, donc de devenir des forces politiques capables de maintenir, de renforcer ou de bouleverser le système social.

Un parti doit donc résoudre trois problèmes pour se situer dans le champ politique : en premier lieu, celui de sa situation dans ce champ qui, concrètement, signifie la base sociale ou la clientèle à qui il s'adresse pour exprimer ses demandes et en obtenir le soutien ; en second lieu celui du point d'impact ou d'application de la force ainsi créée pour en éviter la dispersion et lui faire accomplir un travail objectivement constatable ; enfin celui du travail qui sera effectué par le parti et par la force qu'il mobilise.

Une telle analyse permet de comprendre la principale difficulté du fonctionnement du système politique français. Il est, comme tous les systèmes libéraux, régulé par un mécanisme

électoral qui permet de désigner, à intervalles réguliers, l'équipe qui gouvernera le pays. Mais dans la plupart des pays libéraux d'Europe ou d'Amérique, les élections ne peuvent jamais modifier profondément le champ politique. Les partis politiques de ces pays se situent dans la même ligne de force, quitte à diverger sur des questions mineures. En France, depuis près de trente ans, il n'en est plus ainsi.

Comparer la bipolarisation britannique, américaine ou allemande à celle qui est apparue chez nous est assez fallacieux. La bipolarisation des grandes démocraties libérales ne structure pas le champ politique en un pôle positif et un pôle négatif. Les deux grands partis sont tous deux du côté du pôle positif face à l'anarchie, au désordre, au communisme. Chez nous, au contraire, la bipolarisation, qui existait déjà sous la IV^e République, opposait les « nationaux » aux « agents de l'étranger », la France à l'anti-France, le plus au moins. L'UDR n'a pas créé la force politique qu'elle anime et utilise, elle l'a organisée, soudée, rendue efficace. En un mot, elle en a fait un pôle stable. Aujourd'hui comme avant 1958, le parti communiste représente l'autre pôle, qu'on le veuille ou non.

dialectiquement liés

Ces deux partis constituent donc les deux pôles opposés du champ politique. Ils sont dialectiquement et fonctionnellement liés. L'UDR a besoin du PC pour définir son contraire et réciproquement. La preuve éclatante de cette interdépendance ami-ennemi a été donnée en 1958, à la création de la V^e République, comme en 1968 lorsque la société a paru échapper à l'orientation bipolaire du champ politique. Des preuves secondaires sont fournies à tout instant dans les différentes opérations électorales et lors du référendum d'avril 1972.

Les autres partis sont donc conduits à tenir compte de cette bipolarisation et à se situer par rapport à elle, soit pour l'accepter, quitte à l'infléchir, soit pour la refuser en bloc, quitte à sortir du champ politique. Accepter la bipolarisation c'est s'agréger au fait majoritaire ou entrer dans une union des gauches. La refuser c'est vouloir réussir la concentration des centres contre les extrêmes ou, tout au contraire, mettre tout le monde dans le même sac et renverser le système.

Le PC et le PS, en proposant aux électeurs un programme commun de gouvernement, entendent à la fois respecter et utiliser les mécanismes du jeu politique et du système et changer réellement l'orientation du champ politique. Est-ce possible ? Les exemples historiques et étrangers répondent : non. Tout l'effort de l'union de la gauche consiste à utiliser un mécanisme de régulation du système pour modifier celui-ci, c'est-à-dire à réconcilier la bipolarisation de type anglo-saxon avec la bipolarisation française.

On peut parier, sans grand risque de se tromper, qu'une telle opération n'aboutira qu'à renforcer le système



François Borella.

en le réformant. Ce n'est point l'union de la gauche qui changera la vie, mais le pôle dominant qui changera le programme de l'union de la gauche. Faut-il alors renvoyer dos à dos les compères et en conclure que, demain comme hier, les hommes qui font cette société resteront des gouvernés sans pouvoir et n'accéderont pas à la maîtrise de leur destin ? C'est une position fréquente, elle relève pourtant de l'illusion politique.

Si en effet la société a besoin de changement, elle le réalisera par tous les moyens disponibles, comme une nappe d'eau active sous la terre qui emprunte toute issue pour s'écouler.

Si le mécanisme électoral ne change rien par son seul effet, il peut être une occasion pour la société d'exprimer sa volonté de changement. Les révolutionnaires, comme les réalistes plats, auraient intérêt à ne point l'oublier.

Les premiers, à force de voir la domination de classe partout présente et puissante, contribuent finalement à la renforcer. Les seconds, à force de dire que ce qui est doit être, oublient qu'il n'y a pas de parole humaine créatrice par elle-même. L'ordre donné par un gouvernement ne devient politique que s'il est obéi par les gouvernés. Une fois déjà en France, dans notre histoire immédiate, la société a déserté le champ politique. Les partis ne devraient point l'oublier.

un appel à autre chose

Finalement, il s'agit de savoir si dans la conscience vivante et active de la société, la civilisation capitaliste moderne est arrivée au bout de son programme et ne fonctionne plus que répétitivement, telle une machine livrée à elle-même. Mais rien ne servirait de changer de machine pour réaliser le même programme. Si le socialisme n'est, comme il l'a été jusqu'ici à l'étranger, qu'une politique de modernisation de l'appareil productif et d'efficacité économique, il n'a pas grand-chose à apporter à la société française d'aujourd'hui.

En d'autres termes, et pour finalement dire ce que l'on pense, si le socialisme n'est comme le capitalisme qu'une dynamique du matérialisme, ils forment ensemble les deux branches de la même alternative. Il n'est pas interdit de penser qu'en France comme ailleurs c'est un appel à autre chose que perçoit un cœur qui écoute.

François BORELLA ■

(1) François Borella : Les partis politiques dans la France d'aujourd'hui, Editions du Seuil, collection Politique.

POUR LE POUVOIR
AUX TRAVAILLEURS

CONTRÔLER
AUJOURD'HUI
POUR DÉCIDER
DEMAIN

unité populaire pour le socialisme

Pascal LEBRUN

LE PSU est, semble-t-il, particulièrement sollicité ces derniers temps : le Parti Socialiste nous a appelés la semaine dernière « à prendre conscience de nos responsabilités dans ces circonstances historiques ». Et Michel Rocard a répondu en expliquant dans l'éditorial du précédent numéro de TS, que notre volonté de créer les conditions d'un combat unitaire contre le régime ne pouvait passer par l'abandon de notre stratégie de contrôle populaire.

C'est aujourd'hui le Parti Communiste qui nous interpelle... à sa manière. Georges Marchais, lors de sa dernière conférence de presse, a développé vis-à-vis du PSU une con-

ception de l'unité qui n'est pas fort éloignée du chantage : « Ralliez-vous au Programme commun ou nous refuserons de nous désister au second tour pour des candidats du PSU. »

Que se passerait-il si nous avions eu, nous, le même sectarisme envers les candidats communiste ? Le problème de l'unité est donc plus que jamais posé. Ce n'est pas nous qui hésiterons à l'aborder. Au contraire. Il s'agit en effet de savoir si, au nom du Programme commun, toutes les forces qui ouvrent une voie différente vers le socialisme seront immédiatement amalgamées à la bourgeoisie. C'est pourquoi nous avons décidé de rassembler ici en un même dossier trois arti-

cles qui posent tous le problème de l'unité et de notre stratégie dans la période actuelle : celui de Gérard Féran consacré à l'unité populaire et à l'énoncé des conditions nécessaires pour battre le régime. Celui de Lucien Saintonge qui aborde une question que les signataires du Programme commun voudraient bien voir passer sous silence : l'Autogestion et la construction d'une force politique qui lui donne crédibilité. Enfin Jean-Paul Thérique, en rendant compte du meeting parisien du PSU résume l'alternative par rapport à laquelle il faudra bien que les forces socialistes se déterminent rapidement : changer de gouvernement ou changer de société ?

comment vaincre ?

Deux questions sont aujourd'hui posées à l'ensemble des forces socialistes. La première est chaque jour plus actuelle : comment vaincre ce régime ? Nous la retrouvons dans tous les débats, dans toutes les interventions des organisations politiques et syndicales qui disent combattre pour le socialisme. Mais la seconde est tout aussi importante : battre ce régime mais pour faire quoi ? La réponse à ce problème ne sera pas seulement donnée après les élections. C'est aujourd'hui que tout commence à se jouer. C'est ce que nous voulons montrer ici.

LES rôles sont inversés. Messmer annonce à Provins, lors du rassemblement de l'UDR et de ses alliés, un catalogue de promesses. Mitterrand répond par des faits et par des chiffres : pourquoi interroger-t-il, ces mesures ne sont-elles pas prévues au VI^e Plan ?

Pompidou élude lors de sa conférence de presse les problèmes institutionnels. Il s'engage simplement, affirme-t-il, à « respecter la constitution ».

Mitterrand d'abord, Marchais ensuite en prennent acte : « Le faux pas » présidentiel est oublié. La gauche vigilante défend la V^e République contre son chef. Le président feint de rentrer dans le rang. A la bonne heure. La controverse sur les institutions n'était qu'un malentendu !

Sanguinetti affronte Mitterrand « à armes égales ». Le premier annonce :

« Vous êtes le challenger ; je suis le tenant du titre. » C'est l'inverse qui se produit. Le débat ne porte pas sur la politique de la majorité mais sur le Programme commun. La gauche se veut réaliste ; la droite se fait démagogique.

On ne s'interroge plus pour savoir ce qui se passera si la majorité actuelle conserve le pouvoir avec l'appoint des réformateurs. On se demande quelles seront les conséquences d'une arrivée de la gauche au pouvoir. Tactique sans doute : la gauche y trouve un renouveau de crédibilité puisque l'on prend l'hypothèse de sa victoire au sérieux. Et la droite pense, à ce jeu, montrer les faiblesses de son adversaire...

Mais peu importe en définitive les intentions tactiques des différents protagonistes. Le fait politique est là et il est considérable : personne ne

raisonne plus comme si ce régime avait un véritable avenir. Qu'il bascule aujourd'hui ou qu'il sauve son pouvoir au prix de multiples contradictions, il paraît n'être plus qu'en sursis. Et cela suffit déjà à ouvrir de nouvelles perspectives qui ne portent pas seulement sur une relève de l'équipe en place, mais bien sur un changement de société.

victoire ?

Une victoire des forces socialistes contre le régime en mars prochain est pourtant encore loin d'être acquise. Parce que cette bataille électorale est devenue une bataille de classe (et ce malgré la pratique d'une bonne partie des supporters du Programme commun), les alliances qui s'esquissent à droite se feront sur la base d'une défense de la bourgeoisie.

Tout indique dès maintenant que le remue-ménage des réformateurs contre la majorité est destiné à préparer leur alliance à droite contre une gauche qui les effraie fort, dès lors que le Parti communiste y occupe une place importante. Si le Parti socialiste se refuse à rompre ses alliances actuelles au profit d'une nouvelle « troisième force » centriste, c'est donc un bloc commun majorité actuelle-réformateurs que la gauche, dans son ensemble, devra affronter.

Quand on sait, par ailleurs, à quel point l'actuel découpage électoral fa-

vorise les candidats de droite, il est parfaitement possible que la gauche soit minoritaire à l'Assemblée, même si elle frise la majorité absolue des voix dans le pays.

le choix

Une telle situation place les organisations socialistes devant un choix : ou bien tenter de grignoter un maximum de voix du centre, voire de droite, en tentant de rassurer la partie de l'électorat effrayée par le Programme commun.

Ou bien faire du choix de 1973 un véritable choix de société en faisant du vote non plus un geste formel et purement individuel, mais un acte politique qui s'inscrit dans la continuité des luttes que mènent les travailleurs.

Le PSU s'est très clairement placé dans la seconde perspective. C'est sur cette base qu'il a fait, depuis plusieurs mois, à l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême-gauche des propositions unitaires précises pour un combat commun contre le régime. Ce n'est que dans ce cadre et en refusant d'escamoter les divergences réelles que le traversant que le mouvement socialiste pourra vaincre.

Ce n'est pourtant pas, semble-t-il, la voie choisie par François Mitterrand et Georges Marchais.

suite page 8

changer de gouvernement ou de société ?

Pascal LEBRUN*

Mercredi 10 janvier. Mutualité à Paris. Le PSU tenait un meeting de rentrée, pour présenter le Manifeste du Congrès de Toulouse sur le thème « Changer de gouvernement ou changer la société » ? La veille s'ouvrait à Paris le procès de Tramoni, meurtrier de Pierre Overney. La veille aussi, Mahmoud El Hamchari, représentant de l'O.L.P. à Paris était mort à l'hôpital Cochin au terme d'une longue agonie. Comme pour nous rappeler que la révolution ne se fait ni en dentelles, ni même par des textes ou des discours.

Une minute de silence à la mémoire de Mahmoud, cela aurait pu être un acte conventionnel. En fait, ce fut un des points marquants de ce meeting. 1.600 personnes, immobiles et complètement silencieuses, pendant une longue minute. Une minute qui compte plus que de longs discours.

Des orateurs et des artistes. Voilà un autre fait marquant la participation d'artistes à une réunion politique. Non pas, comme tête d'affiche pour attirer les foules, mais comme des militants, ayant des choses à dire sur les luttes. A leur manière propre, qui peut parfois surprendre. Rocard, qui devait lui-même ouvrir son intervention par la lecture d'un poème le soulignait d'ailleurs :

« Il faudra nous habituer à entendre dire les choses que nous disons par d'autres que nous, mieux que nous, par les poètes et les artistes... »

Pour le reste, on revint à des choses plus traditionnelles. Sous la présidence de Michel Mousel, nous avons entendu successivement Bernard Jumont, Robert Chapuis, Alain Rannou, Claude Bourdet, Gérard Féran, Edouard Guibert (président de l'intersyndicale de l'ORTF), Irène Charamande, André Barjonet et Michel Rocard.

le sens de la lutte électorale

Tous les intervenants se sont attachés à préciser le sens que nous accordions à la lutte électorale, dans la période actuelle, et la priorité que nous donnions toujours au développement des luttes.

Alain Rannou, racontant la grève chez Michelin (la première depuis 1952) ou le mouvement du Larzac. André Barjonet rappelant que seule l'action des masses peut changer le monde. Michel Rocard parlant, après Irène Charamande, des luttes des femmes — en particulier de celle des sœurs Huet — ou Claude Bourdet exposant la nécessité de libérer Paris de l'emprise des banques (« un sacré programme pour le PSU ! ») ; et encore Edouard Guibert, qui nous rappela la très dure répression qui frappe à l'ORTF tous ceux qui ne se plient pas aux exigences du pouvoir ; tous ont rappelé, affirmé, démontré la présence du PSU dans les luttes. Michel Rocard nous a annoncé la reprise du conflit chez Berliet : « Qui a dit que tout allait ren-

trer dans l'ordre, pour permettre aux électifs de se dérouler tranquillement ? Non la France ne se taira pas.

Cette grève en est la preuve, et nous la soutiendrons de toutes nos forces. » Là se situe, bien sûr, une de nos divergences fondamentales avec les tenants du programme commun : le rapport des forces sociales se note, pour nous dans le développement ou l'étouffement des conflits sociaux. Les élections ne sont qu'un moyen d'enregistrer le rapport existant. Gagner des voix, ce n'est donc pas chercher à amadouer les uns et les autres, mais permettre à tous ceux qui sont victimes de l'exploitation capitaliste, de lutter dès aujourd'hui pour se libérer.

Luttes qui ne se réduisent pas d'ailleurs aux quelques conflits exemplaires d'Evian, du Joint, de Berliet, de Michelin. Il y en a eu beaucoup d'autres, et de plus en plus convergentes.

C'est dans l'analyse de ces luttes que s'enracine notre projet de socialisme autogestionnaire...

Ce meeting a, en effet, permis d'expliquer clairement le sens du texte fondamental qu'est le manifeste, et du mot d'ordre qui lui sert de titre : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain. »

Notre manifeste, a dit Robert Chapuis, n'est pas un programme électoral, un ensemble de mesures ou de promesses plus ou moins faciles à réaliser.

Pascal LEBRUN

Sans même avoir informé leurs partis respectifs de leur brusque changement d'attitude, ils ont découvert tous deux dans les propos sibyllins de Georges Pompidou, que celui-ci était prêt à accepter le verdict du suffrage universel en cas de majorité de gauche.

En réalité, Marchais et Mitterrand, en saisissant comme prétexte le refus de Pompidou de répondre aux questions qui lui furent posées croient pouvoir rassurer tous ceux qu'inquiète une éventuelle victoire de la gauche.

L'attitude peut paraître habile. Elle constitue en fait une double erreur politique : pour le présent et pour l'avenir.

Pour le présent d'abord : au lendemain de la conférence de presse de G. Marchais, le titre du journal « Combat » résumait bien l'impression générale : « **Marchais passe aux réformateurs !** » A en croire le secrétaire général du PCF, il ne s'agissait en effet, pour la gauche au pouvoir, de n'envisager ni le communisme ni même le socialisme.

Une telle attitude conduit le PC et le PS à bloquer le processus de soutien populaire que le Programme commun avait pu provoquer.

Car, ce Programme, nous l'avons montré plusieurs fois, tient son importance de la mutation politique qu'il a provoquée en créant dans le pays les conditions d'une bataille de classes.

Son contenu, par contre, est largement en-deçà des objectifs mis en avant dans les luttes sociales au cours de ces dernières années. A partir du moment où l'on veut faire croire que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'entraînera guère plus qu'un changement de personnel politique, on perd sur les deux tableaux : on ne convainc personne à droite et l'on renforce par contre à gauche chez nombre de travailleurs le sentiment de l'inutilité de leur vote.

A trop préparer les élections comme on déplace des pions sur un jeu d'échecs, les responsables du PC et du PS finissent par oublier que les travailleurs qui leur ont accordé leur confiance ne l'exprimeront pas à n'importe quel prix.

vaincre, pour quoi faire ?

Erreur pour le présent donc, qui peut coûter la victoire. Mais erreur aussi pour l'avenir si la gauche arrive au pouvoir. Car le problème, alors, ne sera pas celui d'une nouvelle Constitution. Ce sera tout simplement celui du pouvoir.

Lorsque G. Marchais prétend qu'en cas de victoire de la gauche il y aura mieux à faire qu'à réunir une assemblée constituante, il a sans doute raison. Mais si personne n'aura le temps de se passionner pour un débat juridique, c'est justement parce que la question de l'heure sera celle du pouvoir de fait avant d'être celle du pouvoir de droit.

Pouvoir dans l'entreprise puisque sera posé, immédiatement, si la gauche l'emporte aux élections, le problème du statut des nationalisations : simple transmission de propriété à l'Etat ou début d'un processus d'autogestion par les travailleurs.

Pouvoir au niveau de l'Etat aussi puisqu'il s'agira de s'attaquer immédiatement aux appareils de répression et aux forces militaires sur lesquels une partie de la bourgeoisie pourrait s'appuyer pour tenter un coup de force.

Pouvoir au niveau économique enfin puisqu'il sera nécessaire d'enrayer efficacement la fuite des capitaux et de trouver les supports financiers d'une politique économique nouvelle.

Qui pense sérieusement que la bourgeoisie acceptera sans réagir de tel-

les atteintes à ses privilèges ? Qui peut croire que Pompidou au pouvoir se contentera d'observer d'un œil bienveillant une lutte de classes accentuée à laquelle il serait devenu miraculeusement extérieur ?

du gouvernement au pouvoir

La seule perspective réaliste pour des forces socialistes fortes d'une victoire électorale consiste donc à savoir organiser le départ de Pompidou.

Et par conséquent, elles doivent préparer le plus tôt possible les travailleurs à la nécessité de se trouver mobilisés pour passer du stade de l'occupation du gouvernement à celui du pouvoir.

La nécessité d'une telle mobilisation, pour aujourd'hui et pour demain, ne peut se réaliser, nous l'avons toujours dit, que dans le cadre d'une véritable unité populaire. Et cette unité ne peut bien sûr être totalement extérieure aux différentes organisations qui affirment vouloir combattre pour le socialisme.

La stratégie du Front unique à la base qui fut pendant longtemps celle du Parti communiste, a, nous le savons totalement échoué. Croire que l'on réalisera l'unité des travailleurs sans ou contre leurs organisations politiques et syndicales est une erreur que nous ne commettrons pas. Et c'est bien pourquoi nous croyons nécessaire dans la période actuelle, l'unité d'action contre le régime de toutes les forces socialistes, celles qui se reconnaissent dans le programme commun, comme celles qui expriment un autre projet de société et une autre stratégie.

unité populaire

Mais l'unité populaire si elle ne peut se passer d'un accord entre organisations, ne peut non plus s'y réduire.

Il n'y aura pas de victoire du socialisme si les travailleurs se contentent d'être les témoins passifs d'un combat entre la gauche et la droite. Au premier choc économique, social, politique, voire militaire, un gouvernement de gauche porté au pouvoir par la seule conjonction de mécontentements individuels, s'effondrerait sans recours.

Si les travailleurs sont divisés entre eux, par les salaires, l'âge, la nationalité, la qualification et s'ils n'ont pas pris eux-mêmes les moyens de mettre fin aux contradictions qui les traversent, ce ne sont pas les organisations politiques qui réaliseront à leur place leur unité. Le rôle de ces organisations est en effet, en tant que mémoire collective du mouvement ouvrier, de fournir des instruments théoriques, des possibilités de rencontres et de travaux communs à tous ceux qui vivent de façon dispersée l'exploitation capitaliste.

Mais elles ne peuvent remplacer l'unité concrète que les travailleurs peuvent réaliser entre eux, directement.

Cette conception de l'unité populaire, la stratégie du contrôle des travailleurs sur l'organisation de leur travail qui la fonde n'est évidemment pas celle aujourd'hui des partis qui composent, dit-on, « l'union de la gauche ».

Elle est certes plus exigeante et plus difficile à réaliser. Mais cette unité populaire là, sera indispensable non seulement pour vaincre ce régime, mais, au-delà, la bourgeoisie en tant que classe sociale dominante.

Elle seule pourra en définitive créer le rapport de force suffisant pour transformer une victoire électorale en victoire politique, et la gestion moins injuste du capitalisme en l'ouverture d'une transition réelle au socialisme.

Gérard FERAN ■



C'est un ensemble d'analyses et de propositions qui doivent permettre l'organisation des revendications ouvrières. Nous développerons les luttes qui permettent aux travailleurs de contrôler leur travail dès aujourd'hui. En ceci, ils se préparent à décider demain, donc à exercer réellement le pouvoir. Dans notre mot d'ordre, contrôler aujourd'hui pour décider demain, c'est POUR qui est important. »

pas un gadget

« Dans quel programme peuvent bien se reconnaître ces travailleurs dont nous venons d'analyser les luttes », demande Alain Rannou. Sûrement par dans celui de la bourgeoisie.

Certes le programme commun est mobilisateur mais il ne répond en rien aux questions que soulèvent ces luttes. Nos propositions sont les seules qui rendent compte de cette volonté de changement fondamental.

« L'autogestion c'est la réalité des luttes d'aujourd'hui qui l'impose. »

Ou encore, André Barjonet, après avoir analysé la situation économique : « A quoi sert de nationaliser les entreprises si on ne permet pas aux travailleurs de contrôler l'Etat... Le socialisme c'est le système politique où le pouvoir des travailleurs s'étend en premier lieu à l'Etat... L'autogestion est impensable sans une modification profonde de la hiérarchie des salaires et des fonctions... Le texte adopté à Toulouse permet de répondre à ces exigences...

C'est pour cela qu'il faut le diffuser, le faire comprendre... »

Voilà pour cette partie du manifeste. Restait à expliquer ce que nous entendons par autogestion. « Est-ce le nouveau gadget de l'époque ?, demande G. Féran.

« Oui ou non se développe-t-il une stratégie centrée sur le contrôle ou-

vrier ? L'autogestion permet-elle de rendre compte du contrôle ouvrier ? Existe-t-il des forces sociales et politiques qui peuvent donner corps à ce projet ? A toutes ces interrogations Féran a répondu par l'affirmative.

Non l'autogestion n'est pas un gadget, panacée de réformistes qui n'osent pas dire leur nom. Mais pas à n'importe quelles conditions. « Pas d'autogestion en dehors d'une stratégie révolutionnaire et en dehors d'une véritable unité des travailleurs. »

Cela signifie que pour nous, l'autogestion ne peut être la gestion des formes actuelles de production par ceux qui en sont actuellement les victimes :

« L'autogestion ce n'est pas l'ORTF dirigée par les journalistes, ou l'école par les enseignants et les élèves. Notre projet, c'est au contraire la fin de la gestion des spécialistes et des délégués c'est donc le changement complet des formes actuelles de production et de formation. »

Reste la question du « comment » :

« Notre stratégie du contrôle est porteuse de la démocratie ouvrière. Contrôler dès aujourd'hui c'est une condition nécessaire pour que d'autres luttes se développent, pour que le pouvoir des travailleurs ait un début de réalisation. Quant à nous, nous n'avons pas à prêcher aux travailleurs. Pas de paternalisme révolutionnaire. Mais nous avons à les aider à formuler ce qu'ils vivent, nous devons leur redonner la parole pour que d'autres se battent dans les mêmes conditions sur les mêmes objectifs » (M. Rocard).

dehors Pompidou !

Rappel de la primauté des luttes, de la portée du manifeste. Définition de notre socialisme autogestionnaire. Notre rôle dans la campagne électorale pouvait alors être situé sur des bases solides.

Chapuis, Rocard et les autres orateurs ont réaffirmé avec force les positions du parti.

Tout faire pour que Pompidou et ses alliés ne gardent pas une once de pouvoir.

Mais que cela ne nous empêche pas d'expliquer nos propres positions.

« Il faut que Pompidou s'en aille, a affirmé Rocard, et pour cela il faut que la gauche, comme elle est aujourd'hui, gagne. Il faut que ce pays se réveille.

Si la situation politique change l'espérance renaîtra chez les travailleurs.

En 1936, la semaine de 40 heures, les congés payés ne figuraient pas dans le programme électoral du Front populaire. Les travailleurs en grève ont su les imposer.

« Alors ayons confiance. La gauche unie n'a pas de projet de société. Nous en avons un. Alors fonçons dans ce vide. Il se retrouvera du monde pour le remplir ! »

Jean-Paul THERIQUE ■

autogestion : une force à construire

Lundi dernier une conférence de presse s'est tenue au siège de « Politique Aujourd'hui ». Les cinq revues invitantes de la rencontre nationale sur l'autogestion que nous avons annoncée la semaine dernière, ont exposé les thèmes et les objectifs de cette rencontre. Plusieurs rapports y seront présentés : autogestion et pouvoir d'Etat, autogestion et transformation des rapports sociaux, autogestion dans l'entreprise. Mais l'enjeu de cette rencontre n'est pas seulement l'ouverture d'un débat. Il s'agit aussi de commencer à construire une force politique qui fasse du socialisme autogestionnaire un projet de société et non une utopie. Encore faut-il savoir en prendre les moyens...

L'AUTOGESTION est une vieille idée. Elle est présente dans la tradition marxiste, elle représente l'une des hypothèses du léninisme, elle est au cœur de l'anarchosyndicalisme. Bref, sous des noms divers l'autogestion, la capacité d'auto-organisation des travailleurs dans l'ensemble de la vie sociale, représente l'un des projets les plus importants pour lequel le mouvement ouvrier s'est battu au cours de son histoire.

Ce projet pourtant, n'a jamais trouvé réellement sa traduction politique. De là à dire que ce n'est qu'un mythe ou une utopie généreuse, il n'y a qu'un pas que toute une partie de la gauche et de l'extrême-gauche française a franchi allègrement ces derniers temps.

Pourtant si les critiques du socialisme autogestionnaire se font aujourd'hui plus nombreuses c'est justement parce que, autour de cet objectif une stratégie s'élabore, une force politique se construit.

une des mutations les plus importantes

Lorsque la CFDT, en 1970, depuis peu déconfessionnalisée, faisait de l'autogestion, avec la propriété sociale des moyens de production et la planification démocratique, l'un des trois « piliers » de la transformation socialiste, l'attention portée à ce nouveau thème fut toute relative. Pourtant cet objectif encore confus exprimait l'une des mutations sociales les plus importantes de l'après-guerre. Un courant de masse inséré dans la classe ouvrière commençait à affirmer une stratégie et une conception du socialisme différentes de celles du Parti communiste.

Le vieux tête-à-tête PC-Social démocratique prenait fin. Si la SFIO conservait une existence politique réduite à son audience électorale, elle n'existait plus réellement en tant que force sociale. La CFDT par contre, malgré son passé, malgré ses ambiguïtés et son adhésion toute récente à une stratégie de lutte de classe, s'imposait peu à peu comme une force sociale capable d'offrir une alternative à la stratégie du PC.

Cette transformation dans le rapport des forces au sein du mouvement ouvrier, chacun est aujourd'hui obligé de la constater. Mais la mutation qui est en train de s'opérer si elle a trouvé

pour un temps son expression syndicale dans la CFDT ne peut s'y réduire.

D'abord parce qu'elle est trop importante pour être limitée au cadre d'une organisation quelle qu'elle soit. Ensuite parce que de sociale cette mutation doit désormais devenir politique.

rompre les schémas confortables

A cet égard nous sommes aujourd'hui à un tournant. Tournant difficile car la construction d'une force politique autogestionnaire oblige à rompre les schémas confortables dans lesquels chacun s'est installé. L'objectif du socialisme autogestionnaire tout comme la stratégie de contrôle des travailleurs qui le fonde aujourd'hui, divise la gauche comme l'extrême-gauche.

Ainsi le Parti socialiste est-il acculé à terme à choisir entre ses attaches néo-capitalistes et un socialisme révolutionnaire sur une base autogestionnaire. L'extrême-gauche maoïste et trotskyste est conduite dès maintenant à décider quant à elle si elle se borne à demeurer une composante marginale dans le combat politique ou si elle veut jouer un rôle prépondérant dans la création d'une force politique suffisamment puissante pour amorcer une transformation socialiste et plus seulement pour la prophétiser.

Le PSU pour sa part a fait son choix lors de son dernier congrès. En optant pour la création d'une force révolutionnaire autogestionnaire il a indiqué clairement qu'il entendait travailler à une restructuration des forces politiques. Tous ceux qui ont prétendu ces dernières années se reconnaître dans l'objectif du socialisme autogestionnaire savent que cette restructuration est nécessaire. Mais cette transformation passe par des choix. Elle exige l'apparition d'un véritable parti socialiste révolutionnaire, construit autour de cet objectif, et sur la base d'une stratégie de contrôle ouvrier.

Ce parti, cette force n'existent pas encore aujourd'hui.

C'est aux militants syndicaux et politiques, quelle que soit leur appartenance actuelle de savoir s'ils sont prêts à la construire. Il faut pour cela en prendre les moyens.

La rencontre nationale du 20 et 21 janvier sur l'autogestion en est un. Il y en aura d'autres. Commençons déjà par utiliser celui-ci.

Lucien SAINTONGE ■

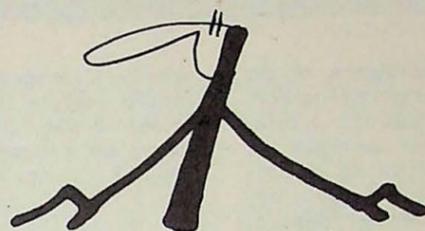


en battant la campagne

250 candidats, plus peut-être si toutes les sections prennent au sérieux les possibilités qu'offre la campagne de faire de tout le Parti le porte-parole du socialisme et de l'autogestion. Dans la rubrique que « TS » ouvre ici, nous entendons rendre compte de l'atmosphère de la campagne, des problèmes que les candidats rencontrent, des questions qu'on leur pose. Campagne animée, spectaculaire, ou plus traditionnelle : il s'agit surtout, à travers ce tour de France de la diffusion des positions du PSU, faire partager les idées ou les expériences, de rendre compte d'un élan collectif qui est celui de tout le Parti. Aux candidats ou aux animateurs de campagne, nous demandons de nous adresser, jusqu'au 4 mars, leurs impressions et leurs analyses comme le fait ici Jean-François Merle pour la campagne de Jean Le Garrec. Nous publierons chaque semaine les plus significatives. En battant la campagne... La voix du socialisme et de l'autogestion.

François SOULAGE ■

Jé tiens à avertir Les Lecteurs de T.S.
que l'emprunt d'état 1973 (7% avec garantie).
ne servira pas à financer la campagne
électorale du P.S.U.
C'est pourquoi jé vous invite à verser ⁽¹⁾⁽²⁾ votre
souscription "Législatives P.S.U. 73" pour aider
nos candidats.



FRANCOIS

(1) très (2) généreusement

● plutôt froidement...

DANS la 12^e circonscription des Hauts-de-Seine (Clamart, Sceaux, Châtillon), où se présente Jean Le Garrec, secrétaire national adjoint du PSU, la campagne électorale est déjà bien entamée. Tracts, affichage, marchés... tout a commencé sur les chapeaux de roues dès le début de janvier.

Samedi 13, au centre commercial de Clamart, dimanche 14 au marché de Châtenay, une dizaine de militants sont là avec une grande banderole « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », un tract sur les problèmes locaux et un autre, plus général, « Changer de gouvernement ou changer de société? ».

un lourd obstacle

Il n'y a pas que le temps glacé qui rende difficile la discussion avec les travailleurs ou les commerçants : la méfiance solidement ancrée à l'égard de la politique est un lourd obstacle, et la période électorale, bien que proche, n'a pas encore délié les chaînes de cette réticence. Avec les jeunes, c'est un peu plus facile. A Clamart, un petit groupe dans le centre commercial : le PSU? Oui, ils en ont entendu parler... Ils savent que c'est un parti révolutionnaire. L'autogestion?

Non, ça ne leur dit rien, mais ils veulent bien venir aux réunions. Et puis, vous avez vu, la France vient de battre l'Ecosse 16 à 13...

Au marché de Châtenay, deux diffuseurs de « Jeunesse ouvrière », le journal de la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne) : le PSU? Oui, bien sûr, ils y ont des copains, ils connaissent.

Les élections? « Moi, dit l'un d'eux, je viens d'envoyer une lettre à mon percepteur. Parce que j'ai dix-huit ans, je suis pas bon pour le bulletin de vote, mais pour les impôts, il m'oublie pas. C'est pas pour l'effet que ça aura, mais je veux marquer le coup. »

Et on prend rendez-vous pour une réunion qui doit être organisée à la demande d'autres jeunes d'une commune voisine pour que le candidat vienne expliquer les conceptions du PSU sur l'autogestion.

ta gueule !

Le tract sur les problèmes locaux intéresse un peu plus leurs aînés.

« Ah! Vous aussi vous êtes contre l'autoroute, c'est bien. » Mais sans s'arrêter, à peine le temps de prendre le tract.

On vend quatre ou cinq « TS » : « Djibouti? Je vous l'achète parce que j'ai mon petit gars là-bas. »

Il y a là aussi les militants du PC qui vendent « l'Huma-Dimanche ». On veut s'expliquer avec eux : ils ont recouvert toutes nos affiches dans la nuit, et par ici, c'est pas dans les habitudes, enfin, pas trop. Le premier militant à qui nous nous adressons est gêné : « Ah! nous on croyait que vous aviez déchiré les nôtres. Alors, bien sûr... » Mais survient un des responsables du PC qui interpelle Le Garrec : « Ta gueule, on n'a rien à se dire. » Suivent des insultes variées.

Bref, une atmosphère à la Marchais.

Gageons cependant qu'à la veille du second tour, le PC sera plus aimable et moins regardant sur l'origine des voix qui peuvent lui permettre de battre l'UDR.

La campagne démarre plutôt froidement. Si les militants sont bien « chauffés » pour affronter les deux mois de campagne, les travailleurs demeurent distants. Il nous reste du travail pour expliquer que l'autogestion, c'est aussi pour qu'ils puissent prendre la parole, et la garder.

J.-F. M. ■

morlaix :

nos camarades du conseil municipal s'expliquent

P OUR comprendre les raisons de la décision prise par 20 conseillers municipaux de retirer leur confiance au Dr Cleach, maire, il faut rappeler que la préoccupation essentielle de l'équipe municipale avait été dès sa constitution, de mettre en pratique une gestion de caractère collégial et aussi d'amener la population à participer à l'administration de leur cité, par le moyen de la création de commissions extra-municipales.

Le maire désigné devait assumer la charge de coordonner le travail de l'équipe municipale mais sous le contrôle des élus, ceux-ci se trouvant eux-mêmes soumis au contrôle permanent des électeurs appelés à se réunir périodiquement en assemblées de quartiers.

Les candidats élus sous l'étiquette « courant socialiste et d'union populaire » entendaient bien rester fidèles à l'idéal du socialisme démocratique qu'ils avaient défendu au moment de la campagne électorale de mars 1971.

déception

Après quelques mois d'un essai apparemment loyal de la part du Dr Cleach, après quelques mois qui n'auraient dû être qu'un prologue à une gestion vraiment démocratique de la cité, préfiguration de la société que nous souhaitons bâtir, nous avons eu la déception de constater que celui auquel nous avions fait confiance n'acceptait pas de s'intégrer à l'équipe municipale et se laissait aller à appliquer un style personnel de gestion du type de celui qu'avait condamné le corps électoral en mars 1971.

Pour éviter une dégradation trop rapide de la situation nous avons pu obtenir que se tiennent des réunions hebdomadaires rassemblant les conseillers disponibles et permettant d'ouvrir de libres discussions sur les différents problèmes que pose la gestion municipale.

Nous avons espéré que nos mises en garde répétées pouvaient être de quelque efficacité, et que nous allions revenir à une gestion pluraliste et collégiale telle que nous l'avions conçue et annoncée lors de la campagne électorale et au début de notre mandat. Mais il est peu à peu apparu à l'évidence que tout espoir était vain.

la goutte d'eau

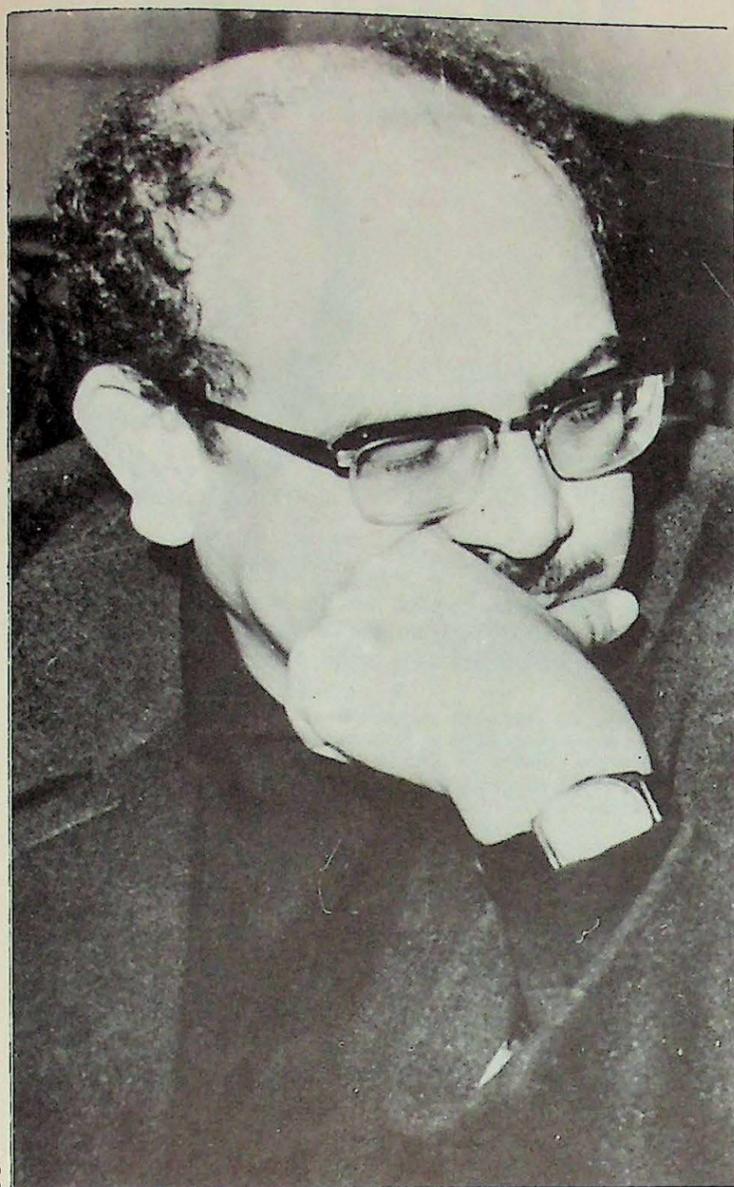
Dès lors l'alternative qui s'offrait à nous était claire : accepter lâchement cet état de choses ou y mettre fin avant qu'il ne fût trop tard.

L'annonce de la candidature du Dr Cleach aux élections législatives sous l'étiquette « gauche démocratique et socialiste » alors qu'étaient connues celles des camarades Jean Cann et Roger Prat fut la « goutte d'eau qui fit déborder le vase ».

C'est ainsi qu'avec l'approbation spontanée des camarades du Conseil n'appartenant pas au PSU nous avons demandé publiquement au maire de se démettre de son mandat.

Dans la voie difficile que nous avons choisie nous savions que nous connaîtrions des accidents de parcours. Celui que nous venons de connaître est de taille mais il ne nous empêchera pas de poursuivre notre tâche.

il était notre ami



QUAND un homme est aussi visiblement animé d'un idéal que l'était Mahmoud Hamchari, il est peut-être difficile d'en faire un portrait sans l'idéaliser. Est-ce pour cela qu'Eric Rouleau tombe dans l'excès contraire, et à partir de quelques notations concrètes justes, en trace un portrait moral légalisant et absolument méconnaissable (1) :

« De taille moyenne, corpulent, le crâne légèrement dégarni, la moustache épaisse, le regard timide derrière d'épaisses lunettes de myope... » bourgeoisement » installé (ce mot est tout de même entre guillemets) avec son épouse française et sa fille âgée de 16 mois... se livrant à des « activités strictement politiques, dont l'utilité d'ailleurs restait à démontrer », entretenant des rapports avec divers partis et syndicats, « sans résultats tangibles... » Mahmoud Hamchari exprimait, en privé, des opinions très conciliantes sur l'éventualité d'un règlement avec Israël », du reste, il avait commencé « à se décourager au lendemain de l'assassinat à Paris de Khodr Kannou, agent double », etc.

Pour ceux qui l'ont connu, ces deux derniers propos

sont extrêmement surprenants, tellement ils portent à faux. Sans nous étendre ici sur la politique étrangère des Palestiniens, si légèrement traitée par E. Rouleau dans son article, et que « TS » expose par ailleurs, ce sont quelques aspects d'une personnalité dont Mahmoud Hamchari nous a laissés un vif souvenir que nous voudrions évoquer.

tout un peuple

A l'hôpital Cochin, son visage de géant épargné par l'attentat, reflétait une noblesse et une sérénité qui ont été effectivement siennes durant toute sa vie de militant, la vie d'un homme qui a choisi un idéal, et, une fois pour toujours d'y conformer ses actes. D'allure simple et modeste, il était naturellement gentil (gentil, ce mot français que Lénine appréciait particulièrement et dont il déclarait ne connaître d'équivalent dans aucune langue). D'un enthousiasme communicatif pour la cause qu'il défendait, il dégageait une impression de force, d'une certaine façon tranquille, malgré la conscience des risques encourus.

Son combat n'était pas celui d'un individu isolé, il

était celui de tout un peuple, le peuple palestinien qu'il avait l'honneur de représenter à l'étranger. Ce combat peut durer des années, des dizaines d'années peut-être — un peuple a le temps pour lui, non un individu — il sera nécessairement vainqueur. Et c'est de cette certitude, constamment exprimée (est-il nécessaire de dire, pour un homme de cette qualité, en public comme en privé) que Mahmoud Hamchari tirait sa force.

Le fait d'avoir pour un temps été écarté de la lutte armée dans son pays au profit du combat politique à l'étranger lui inspirait parfois des scrupules. N'avait-il pas en quelque sorte la bonne place ? La réponse s'est fait un peu attendre : il était en France depuis trois ans.

Pour nous qui étions trop jeunes pour participer à la Résistance, comment ne pas songer, en évoquant la mémoire de Mahmoud Hamchari, aux plus belles pages que l'histoire nous a transmises de cette époque :

Il n'avait pas UN camarade
Mais des millions et des millions
Pour le venger il le savait...

C.R. ■

LA fin de l'année 1972, année la plus sanglante de la crise irlandaise, est marquée par l'extension du mouvement à la République d'Irlande.

Après l'arrestation et la condamnation du chef de l'IRA, Sean MacStiofain, la Gardai (1) a frappé un nouveau coup en arrêtant Ruary O'Bradaigh, président du Sinn-Fein (2) provisional et un leader de Derry, Martin MacGuinness. Ces deux derniers sont passibles d'après la nouvelle loi antiterroristes d'un an de prison.

Ces arrestations ont déclenché une vague d'attentats en Irlande du Sud, et le renouveau du mouvement nationaliste. Mais ces mesures de répression ont permis aux provisionnels de prendre conscience de leur isolement et des limites de leur politique élitiste militaire. Pour rompre leur isolement ils ont créé l'ICRA (3). Après la première manifestation de l'ICRA ils ont publié le communiqué suivant : « 1973 sera l'année des Droits civiques et cette manifestation à Dublin était la première d'une importante série de manifestations de rue et de meetings de masse dans tout le pays, auxquels les gens de toute religion et de toute appartenance politique sont invités. Ce sera la première occasion pour les gens épris de liberté et de justice au Nord comme au Sud de la frontière, de s'unir efficacement contre l'injustice qui sévit actuellement en Irlande. »

Au Nord, la situation reste bloquée. Ce ne sont pas les lance-roquettes des pro-

visionnels, la continuation des attentats sectaires, ni les déclarations de Craig (4) et des leaders de l'UDA (5) qui rapprocheront les deux communautés.

chacun son armée

Dans un peu plus de deux mois le Direct Rule (6) prend fin. D'ici là le gouvernement britannique doit publier un livre blanc définissant l'avenir de l'Irlande. Les catholiques, sans doute un peu déçus par les organisations républicaines, se contenteraient d'un minimum de réformes garantissant leurs droits civiques. Mais les protestants considéreront toute concession aux catholiques comme une trahison, et comme Craig le déclarait, sont prêts à réagir par la force à toute tentative de modification de la situation d'avant le Direct Rule.

La tension monte. Chacun constitue son armée. L'UDA semble plus forte que jamais ; les républicains, conscients de la menace, conscients des limites de l'IRA désorganisée par la répression de ces derniers mois, se replient derrière une nouvelle armée la CESA (7).

L'affrontement semble inévitable. Des positions britanniques définies dans le livre blanc dépend le rôle que jouera l'armée

britannique dans l'affrontement. 20 % des soldats anglais qui devaient partir en Ulster au début de l'année ont préféré quitter l'armée (8). Quelques 135 paras du régiment responsable des 13 morts du dimanche sanglant de Derry ont demandé à quitter l'armée.

Londres comme Dublin ont intérêt à ce que le problème soit résolu. Mais la solution passe par la réunification de l'Irlande à plus ou moins long terme. Reste à savoir si le gouvernement britannique est prêt à détruire les Vanguardes de Craig et l'UDA ?

P. JIRA ■

- (1) Police d'Irlande du Sud.
- (2) Mouvement politique dont l'IRA est l'armée.
- (3) Irish Civil Rights Association. Correspond à la NICRA au Nord (contrôlée par les officiels) et Northern Resistance Movement (animé par les provisionnels et People Democracy). Ces buts sont de lutter contre les lois scélérates.
- (4) Ancien ministre du gouvernement de Belfast (Stormont) leader du mouvement fasciste Ulster Vanguard.
- (5) Ulster Defense Association : organisation militaire protestante.
- (6) Administration directe de l'Irlande du Nord par le gouvernement de Londres.
- (7) Catholic Ex-Servicemen's Association : près de 20 000 anciens soldats.
- (8) L'armée britannique est uniquement une armée de métier.

IRLANDE : l'union contre l'injustice

OBJECTIF 400 000 F

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.

Fédération : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Somme recueillie : _____

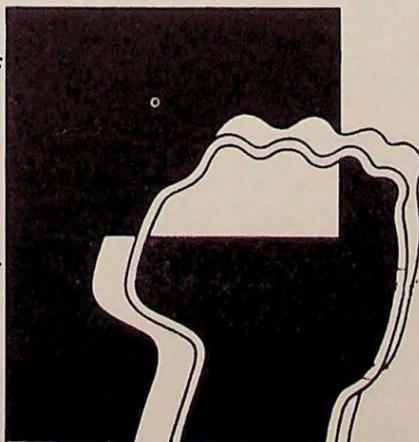
par : _____

Profession : _____

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à se faire les porte-parole du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Rocard

MICHEL ROCARD - Secrétaire National



pour le PSU
(signature du collecteur)

souscription
•
législatives
• 73 •

REÇU
LA SOMME DE
10 F
de M _____



9 rue Borromée Paris 15
CCP-PARIS- 14.020.44

DALLE (Nord): Un bilan

Dalle, un conflit dont nous vous avons dit deux mots, à Wervicq dans le Nord. Après plus de 7 semaines de grève, c'est la reprise. Un bilan.

● SITUATION DE L'ENTREPRISE ET FORCES EN PRESENCE

Dalle, rubannerie prospère de la Vallée de la Lys, 280 salariés dont 60 cadres et employés. 165 grévistes dont la moitié environ étaient des frontaliers belges, sont donc partis pour une grande aventure, couronnée de succès.

La force des camarades fut leur unité et aussi leur forte syndicalisation. Pratiquement, tous les frontaliers se retrouvaient dans les syndicats belges; les autres (80), dont plus de la moitié étaient des travailleurs immigrés, se retrouvaient en grande majorité à la CFDT.

● COMMENT A DEMARRE LA GREVE ?

Cela couvait depuis plus d'un an. Les rubanniers (tisserands de rubans) en avaient marre de courir comme des dingues, d'un métier à l'autre, pour faire des mètres de rubans de tous genres et qui se payaient de manière différente. Personne ne voyait jamais clair dans ses fiches de salaire.

Le 27 octobre, ils ont décidé de ne plus être payé au rendement, mais à l'heure (8,00 F).

C'est vrai, que certains gagnaient plus, mais au détriment de leur santé. Leur lutte était directement anticapitaliste, puisqu'elle s'attaquait aux sources mêmes du profit.

Le 30, soit le lundi suivant, une bonne partie du personnel débrayait à son tour, sur d'autres revendications: augmentation égale (0,25 F de l'heure pour tous) et plus de salaire au-dessous de 1.000 F.

● CREATION ET PROBLEMES POSES PAR LE COMITE DE SOUTIEN

Né tardivement, le Comité de soutien s'est trop limité à organiser des collectes. Les grévistes ne lui envisageaient que ce rôle de collecteur. En l'absence de perspectives politiques, de volonté d'étendre le conflit, il ne pouvait guère y avoir de difficultés entre les organisations participantes. Ce Comité n'a été ni créé, ni conduit par les grévistes. Il a agi dans l'indifférence des travailleurs, sans

intérêt ni hostilité. Il y a là une grande faiblesse de l'action, dans la mesure où les travailleurs de chez Dalle n'ont pas saisi l'importance de ce moyen de lutte dans un conflit de cette envergure. Or, seul le Comité pouvait efficacement soulever la réalité économique de la Vallée de la Lys. Qui pouvait plus efficacement, étendre la lutte contre le rendement ?

Il ne s'agissait pas seulement de solidarité financière, mais de lutte de classe. Un système pourri de rémunération, refusé par la classe ouvrière, face au pouvoir patronal. Consciente pour les militants, cette perspective n'a pas pu devenir populaire.

● ROLE REPRESSIF DE LA DIRECTION...

La direction, depuis le début, a tout fait pour diviser. D'abord par son utilisation des cadres. Ceux-ci passaient chez les travailleurs pour essayer de les faire reprendre.

Mais aussi par les employés (seuls 3 d'entre eux ont participé à la grève et sont à féliciter) qui chaque matin pendant l'occupation, venaient signer un papier, comme quoi ils désiraient travailler.

● PUIS CELUI DU SYNDICAT PATRONAL TEXTILE

Les patrons ont fait la preuve de l'efficacité de leur organisation: soutien financier, prise en charge des négociations.

Le patronat textile a su prendre tous les moyens pour que Dalle ne cède en rien sur le système de rémunération. La CFDT est à abattre à n'importe quel prix. Le patronat textile se réunit plus pour mater les travailleurs que pour relancer l'économie d'une région qu'il étouffe.

● ROLE DE LA MUNICIPALITE

La municipalité de Wervicq, dans ce conflit, a apporté aux grévistes un excellent soutien financier, mais aussi moral. Quelque chose n'est pas resté clair. Pourquoi les CRS n'ont-ils pas viré les occupants? Réponse plausible: Schumann, ministre des Affaires étrangères et député du coin, aurait risqué sa place en mars, s'il y avait eu du sang dans la rue!

● RESULTAT DE LA GREVE

Après la dernière journée, qui a failli tourner en émeute, les non-grévistes attaquent l'usine pour y déloger l'occupant, c'est seulement grâce au délégué syndical CFDT que le combat n'a pas eu lieu.

Certains grévistes exigeant la suppression du rendement sans discussion, une gauche ouvrière existant dans cette boîte, si elle avait été mieux connue et mieux soutenue, les résultats auraient été meilleurs encore:

● 0,20 pour tous, sur les 0,25 demandés.

● Plus de salaire au-dessous de 1.000 F bruts! au 1-1-73.

● Salaire minimum des rubanniers à 7,70.

● Si la moyenne collective dépasse 7,85 pendant les 2 mois qui suivent, le calcul de la rémunération ne se ferait plus au rendement.

● SITUATION ACTUELLE

Les camarades de chez Dalle qui reprenaient le 18 décembre, se sont arrêtés déjà trois fois:

● La 1^{re} fois une demi-heure car l'une des employées grévistes, s'était fait réprimander.

● 2^e) Des rubans ont été sabotés et certains travailleurs sont accusés à tort.

● 3^e) Dans un café, suite à une conversation entre un cadre et un contremaître ceux-ci désiraient virer une douzaine de meneurs, pour revenir à la situation d'avant!

● DIMENSION DU CONFLIT ET PROPOSITION DU PSU

La lutte a montré la volonté des travailleurs, d'obtenir un salaire garanti, débarrassé des contraintes et injustices du rendement. Plusieurs luttes se sont menées ou se mènent sur ce même objectif.

Le PSU vient de sortir un tract pour l'étendre à tout le textile.

De plus en plus les travailleurs refusent la production capitaliste, les actions doivent s'étendre. Notre rôle immédiat consiste à relier entre elles toutes ces formes d'action.

Les travailleurs de chez Dalle ont trouvé tout le patronat local en face d'eux. Nous ferons en sorte que les patrons se rendent compte bientôt que les travailleurs de la Vallée de la Lys, ont eux aussi, tiré les conclusions de ce qui vient de se passer.

Correspondance ■

BERLIET : ça repart !



Berliet. 17^e semaine de conflit. 30 militants traduits en justice. Tel est le lourd bilan de la répression patronale dans une entreprise où le patronat tient à conserver ses privilèges de « droit divin » :

● tentative de résiliation du contrat de travail devant les Prud'hommes pour 14 peintres et habilleurs de cabines ;

● traduction devant le Tribunal correctionnel de 9 délégués syndicaux CGT et CFDT pour des faits mineurs au nom de la loi « anti-casseurs » — ce qui avait provoqué les grandes manifestations de la fin novembre ;

● et maintenant, traduction en référé des 7 élus constituant les bureaux du Comité d'établissement de Vénissieux et du Comité central d'entreprise pour « usage irrégulier des fonds du Comité » (1).

En fait, ce qui est visé par ce terme infamant, c'est l'attribution de prêts et de secours aux familles ouvrières les plus éprouvées par la durée des conflits. Pour discréditer les dirigeants syndicaux du C.E. la direction n'hésite pas à commettre plusieurs irrégularités: irruption de personnes étrangères au Comité d'établissement pour consulter les pièces comptables et pression d'un membre de la direction pour s'emparer de celles-ci. (Au fait: à quand l'ouverture des livres de comptes de Berliet?)

salir les militants

Le but de ces mesures juridico-policières est clair: laisser croire à l'existence d'un « scandale » financier dans la gestion des fonds du C.E. de Vénissieux, pour provoquer une modification de la législation sur les comités d'entreprise. Elle ne serait pas la première à rechercher cela: Citroën, appuyée sur la CFT, a déjà à plusieurs reprises mis en cause la CGT.

Mais aussi Paul Berliet veut détourner l'attention des vrais problèmes mis en lumière par le conflit, salir les militants les plus à la pointe du combat.

La répression, c'est encore la mutation du secrétaire du CE et des militants animant la grève des peintres (250 h). La riposte syndicale c'est la tenue d'un Comité d'établissement extraordinaire, en l'absence de la direction et sous la présidence de l'inspecteur du travail, confirmant le mandat du secrétaire du Comité.

La grève de chez Berliet devient un conflit d'ampleur nationale, dont le groupe PSU publiera prochainement un bilan politique. En attendant, cette grève est la preuve que la classe ouvrière n'est pas prête à remettre passivement la lutte au lendemain des élections.

Correspondance ■

(1) La citation en référé concernait un « usage irrégulier des ressources du Comité ». Il va sans dire que cette formulation tente de laisser croire à tous ceux qui n'ont pas eu connaissance du dossier, qu'il y a eu « détournement de fonds », termes d'ailleurs utilisés par erreur dans « TS » n° 561.

● COULAINES : le maire condamné

Après avoir expulsé, avec l'aide de 4 cars de policiers armés, Jean-Claude Leroyer, directeur de la MIC, le docteur Bollengier-Stragier, républicain indépendant, maire de Coulaines, vice-président du Conseil général de la Sarthe, vient d'être à nouveau condamné. Déjà condamné en février 72 à restituer le matériel, Bollengier avait demandé la dissolution de l'association parce qu'elle portait atteinte à la forme républicaine du gouvernement!

Le tribunal déboute le maire de Coulaines, de sa demande en nullité et en dissolution de l'association MIC. Et recevant pour partie ladite association en ses demandes reconventionnelles.

— Condamne la commune de Coulaines représentée par son maire, à payer à l'association les sommes de :

1. 500 F à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive et vexatoire.

2. 500 F à titre de dommages-intérêts pour rétention abusive de matériel.

Au sein du comité de défense, les organisations syndicales et politiques d'extrême-gauche et de gauche (à l'exception du parti communiste et de la CGT qui ont préféré « exercer leur vigilance sur l'ensemble du département » sic!) viennent de démontrer qu'un combat sans merci contre les représentants du grand capital était payant.

Les pressions permanentes, le chantage et l'action du préfet n'ont rien changé dans la détermination des responsables qui ont prouvé que sous une apparence libérale se manifestaient des réflexes fascistes.

Même si la lutte a été longue et difficile les travailleurs de Coulaines et de la Sarthe devront faire le bilan sur l'aspect positif de notre action.

Pour le PSU la lutte continue, notre camarade J.-C. Leroyer, directeur expulsé, mais aussi ancien maire de Joué-l'Abbé qui avait été contraint de démissionner pendant l'affaire, est candidat aux législatives.

Cette condamnation du maire de Coulaines n'est qu'un épisode. Les travailleurs qui croient à l'efficacité du combat anticapitaliste sont invités à soutenir nos prochaines actions.

Fédération de la Sarthe ■



● note de service

Un nouveau petit monde à explorer: celui des « Notes de service » et des « Notes de direction ». Il y a des perles. En voici

une émanant du P.-D.G. de NEYRAC-FILMS et concernant le laboratoire qui développe de nombreux films pour l'ORTF.

Si vous avez aussi bien ou mieux: nous comptons sur vous.

On aura sûrement du mal à faire comprendre l'autogestion à ce M. NEYRAC. Mais pourquoi lui expliquerait-on ?

Nous vous rappelons que pour la bonne marche du Service Laboratoire à ARDILLIERES, il est nécessaire qu'à tous moments, le personnel travaillant à ARDILLIERES soit à la disposition de Monsieur PAROT, Directeur Technique, selon sa demande, pour parer aux incidents techniques pouvant survenir soit pendant les horaires normaux soit en dehors du travail.

Le personnel concerné par cette note, est non seulement le personnel du Laboratoire, mais aussi les mécaniciens, (excepté le personnel affecté à la réparation des caméras) ainsi que le personnel de chantier, et ce, sans exclusion aucune.

Tout refus d'obéissance à Monsieur PAROT sera considéré comme faute grave, et sanctionné comme tel.

Sans commentaire.

Correspondance ■

● IMP (Saint-Germain): 7 semaines

Sept semaines après le début de la grève de l'IMP de Saint-Germain-du-Corbeis (Orne) la lutte du personnel éducatif continue (voir « TS » n° 559 et 560). Comme à BRIGLIE l'année dernière, c'est le combat de quelques-uns pour l'amélioration de leurs conditions de travail, mais surtout pour une véritable organisation de la santé au service des travailleurs victimes des ravages du capitalisme.

Un comité de soutien (CFDT, SGEN, SNES, PS, PSU, Ligue), vient de se créer pour informer la population, soutenir les travailleurs en lutte, organiser la solidarité financière.

Le 11 janvier, ce comité a organisé à Alençon, une réunion publique sur le thème de l'enfance inadaptée.

Correspondance ■

«gardarem lo Larzac»

Ils ont traversé la France sur leurs tracteurs et le soutien rencontré partout leur a fait chaud au cœur. Mais on n'a pas voulu d'eux à Paris. On a eu bien trop peur, qu'en les voyant, les Parisiens disent bien haut : « Oui, M. Debré, il faut leur laisser le Larzac... »



Bloqués à Orléans.

D.R.

DEPUIS, depuis une semaine, un « convoi exceptionnel » de 26 tracteurs traverse la France au départ de Millau. Sur les routes, de nombreux témoignages de soutien : on se dispute les bons km/tracteurs à 5 F, une famille qui a des enfants militaires donne 50 F, un militaire du contingent offre sa solde annuelle, un conducteur d'autorail actionne joyeusement son klaxon, les automobilistes quittent les mains de leur volant pour applaudir ! De

Grande-Bretagne et d'Allemagne, on approuve les méthodes d'actions revendicatives utilisées par les paysans du Larzac... Rébellion paysanne dans le Marché commun ? Vaindiou !

Tout alla bien jusqu'à Orléans et là, attention : « CRS... ON NE PASSE PAS ! » Paris ne doit pas être troublé durant ce week-end et les roues de tracteurs, ça use l'asphalte ! « L'ordre républicain est-il à ce point si menacé ? » s'exclame alors un paysan devant plus de 4.000 personnes réunies dans et hors de la Bourse du Travail ?

Et ils étaient à l'heure, ceux qui composaient la délégation des paysans.

Violents révolutionnaires ? Allons donc... Il suffit de les écouter parler, telle cette jeune paysanne à

qui nous souhaitons de garder bien longtemps les pieds sur sa terre du Larzac avec tous les autres : simplement, dans leur franc langage quotidien, les paysans du Larzac savent ce qu'ils veulent dire.

le chien a mordu

« A force de tirer la queue du chien, il finit par mordre, et il a mordu. C'est 520 personnes que l'on va chasser de leurs terres. » (Le gouvernement proclame alors fièrement au soir du meeting, à la télévision : « Ce ne sont que 23 exploitations qui seront touchées dans le périmètre d'extension du camp ! » et l'on va être « généreux » : on débloque 73 millions de francs pour développer l'économie dans la région...)

« Si nous partons, ce serait un pas de plus vers la mort. Pompidou a dit dans le Cantal qu'il voulait favoriser les exploitations familiales. Nous aussi. Mais que constate-t-on dans toute la région ? Un départ massif des agriculteurs.

Qu'a-t-on fait pour les aider à rester ? On veut supprimer les exploitations familiales, on l'a appris par la télé, et on n'a même pas

eu le courage de nous le dire en face ! On nous promet tout aujourd'hui... De l'argent... L'adduction d'eau... Laisser paître les brebis quelques jours par semaine...

Promouvoir une agriculture moderne... On n'a pas attendu le gouvernement pour le faire... Un toit de piscine pour Millau... Se promener les dimanches et jours fériés sur le terrain militaire... Hypocrisie que tout cela. »

« Tout ceci nous aide à comprendre la situation et les souffrances de beaucoup d'ouvriers et ouvrières » (à Lyon, les paysans du Larzac les ont aidés en leur apportant des vivres). « Nous avons pris conscience de leurs conditions et nous avons alors mesuré la chance extraordinaire que nous avons de vivre dans nos fermes.

unité

Nous avons pris conscience de la force de l'UNITE D'ACTION. Nous comprenons aussi les problèmes des enseignants qui travaillent dans des conditions difficiles pour une vraie éducation des jeunes. »

« Agrandir le camp du Larzac, c'est pour servir les intérêts supérieurs de la Nation » dit-on à la télé. On nous ment, la télé n'a jamais osé dire la vérité sur le

Larzac, et nous, paysans à qui l'on veut enlever le pain de la bouche, nous supprimons notre travail, nous entendons bien faire connaître notre combat... Il y a quelque chose de cassé en France et nous refusons d'être complaisants. »

Non aux marchands de canons, non à l'entraînement militaire et à l'abrutissement de nos jeunes, non à l'argent jeté par les fenêtres...

Ces cris d'alarme, nous ne devons pas les oublier une fois le meeting terminé. C'est un combat incessant qu'il faut mener par tous les moyens (fut-ce un bulletin de vote). « Paysans, ouvriers, enseignants, même combat ! » Ce slogan de Mai 68 n'est pas oublié à chaque fois que le danger menace, que Debré agite ses clochettes et que les scandales en tous genres éclatent.

« GARDAREM LO LARZAC », comme l'ont dit et répété les paysans au long de leur parcours.

Françoise Claire ■

(1) Participez par tous les moyens à la lutte menée par les paysans, qu'ils soient du Larzac ou d'ailleurs, dans nos actions militantes et quotidiennes POUR LE SOUTIEN AUX PAYSANS DU LARZAC ; adressez votre participation : CCP du trésorier du Comité Millavois de Défense du Larzac, M. Martin R., Montpellier, n° 1646.03.



ST-GOBAIN :

grève illimitée

Grève illimitée depuis mardi 5 janvier à l'usine Thourotte Saint-Gobain. Près de 1.500 travailleurs répondent à l'appel des trois syndicats CGT, CFDT chimie et CFTC pour une grève dure.

Tout a commencé par un conflit entre la direction de Paris et les syndicats sur les modifications de salaire pour l'année 73.

La direction propose 3 % d'augmentation au 1^{er} janvier et 1,5 % au 1^{er} mai 1973.

colère

Les syndicats contestent ces propositions. La direction se drape dans sa dignité et refuse de discuter. Et c'est la colère. L'unanimité dans la colère. Jamais on avait vu tant de monde à l'assemblée générale où l'on décide la grève illimitée. Les syndicats exigent 54 centimes d'augmentation horaire jusqu'à l'indice 200, ou en d'autres termes une augmentation non hiérarchisée pour tous les travailleurs à la fabrication.

Affaire à suivre.

Correspondance ■

.le banquet de Clamart

C'est une histoire vraie. Elle montre que lorsque les travailleurs décident de « contrôler aujourd'hui », cela peut se dérouler de manière cocasse. Le sens de l'humour fait comprendre bien des choses.

L'ACTION se déroule à l'EDF, secteur « Etudes et Recherches » qui regroupe 2.100 agents répartis en plusieurs centres, dont trois très importants : Clamart (92), Chatou (78), Les Renardières (77). On est assez fortement syndiqué à l'EDF. C'est heureux, surtout actuellement. Il y a des problèmes : transfert au secteur privé de tâches de plus en plus nombreuses ; répression à travers un contrôle de plus en plus précis des moindres faits et gestes (particulièrement ceux des syndiqués) ; répression encore par la non-attribution du statut EDF aux travailleurs (embauche de contractuels et de « loués »).

un certain M. Magnien

Il y a quelque temps le secteur « Etudes et Recherches » touche un nouveau directeur, un certain M. Magnien. Celui-

ci, voici quelques semaines, annonce qu'il va supprimer les unités « Etudes et réalisations » (un « truc » qui met au point les moyens d'essais). La décision concerne 30 agents de Chatou qui se mettent en grève du 18 au 20 décembre... Bref il y a comme un malaise pendant la période des fêtes. Le certain M. Magnien n'est pas de cet avis. Pour lui tout va bien. Il le prouve en organisant pour le 4 janvier, un joyeux banquet du nouvel An. Il y convie sa direction, qui ne peut pas refuser, et certains « notables » syndicaux, qui acceptent.

Les syndicats ne trouvent pas l'initiative à leur goût, particulièrement la CGT de Chatou... Ce n'est pas qu'ils souhaiteraient participer au banquet, mais ils voudraient bien « manifester » leurs vœux au certain M. Magnien, directeur. Pourquoi pas ? Par des assemblées de travailleurs dans les divers centres on organise la mobilisation.

Et le 4 janvier au matin des bus transportent vers Clamart 300 travailleurs.

Histoire de se mettre en appétit, ils défilent dans le centre EDF. Puis ils se dirigent vers le lieu de la réception mondaine : la cantine. Les voici devant l'entrée... Là les responsables CGT de Clamart ont prévu un beau discours et puis chacun retourne au boulot. Des clous ! Ils n'avaient pas encore sorti de leur poche le texte du discours, que les manifestants les avaient bousculés et étaient entrés dans la cantine. Les vaches... Ils préfèrent l'odeur de la terrine du chef à celle du programme commun...

vous êtes les plus forts

Les premiers rangs de la manivelle gravissent l'escalier. En haut, autour de la table, c'est la panique. Y aurait eu du Beaujolais renversé sur les costumes du dimanche que ça n'étonnerait pas.

Deux directeurs tentent de bloquer l'entrée. Mais ça pousse trop fort dans l'escalier. Hé-

roïque l'un d'eux ôte ses lunettes et s'offre à l'appétit fanatique des manifestants (comme on dit à « France-Soir »). Il ôte ses lunettes et clame : « Cassez-moi la figure, vous êtes les plus forts ! ». On ne lui casse pas la figure.

Courageux, le deuxième directeur joue les appariteurs musclés. Il bouscule les délégués syndicaux qui tentent de parler. Il déclare tout haut que le certain M. Magnien « n'a rien à entendre, ni rien à dire »... C'est que quand on est directeur on ne parle pas la bouche pleine.

Les travailleurs connaissent les bonnes manières. Ils décident d'attendre que ces messieurs aient terminé leur déjeuner. De l'autre côté on continue de festoyer, mais les bruits que l'on entend de passer la porte indiquent que l'ambiance n'y est plus, malgré le champagne. Le directeur fait un discours... C'est terminé.

C'est alors que sortent les « fêtards ». D'abord les représentants du syndicat des cadres maison, le sourire crispé. Puis un à un ces messieurs de la direction. En voici un, le visage pâle (quand on vous dit qu'on

bouffe mal dans les cantines !) qui va essayer de se faufiler à travers les manifestants pour gagner la sortie... Il balbutie : « Je ne vous touche pas, ne me touchez pas ! »... Cet homme apeuré c'est le directeur devenu l'incertain M. Magnien. C'est la première fois qu'il rencontre les travailleurs, une chance pour lui, on ne le reconnaît pas...

Les manifestants clament : « Magnien liquidateur, hiérarchie complice »... La hiérarchie dévale l'escalier et fuit sous les regards de 300 travailleurs. Ceux-là viennent de voir et de comprendre ce qu'est réellement la hiérarchie.

Une histoire. Et elle est drôle. Elle est plus que cela. Cette fameuse hiérarchie, qui décidément ne comprend jamais rien, va à l'EDF continuer d'affirmer qu'il y a convergence d'intérêt de tous les agents.

On est tous des EDF et après seulement des cadres, des chefs, ou des petits employés.

On osera dire cela et les travailleurs oseront répondre : « Merde ! A cause d'un certain banquet... »

Correspondance ■

• SEDAN : procès de l'armée

Les citoyens n'ont pas à parler de l'armée, de sa fonction, de son rôle, ni du comment on y vit, ou comment on y meurt en temps de paix. La Sûreté militaire est chargée de laver le linge sale. Et seuls M. Debré et ses délégués sont habilités à nous informer, sans risque d'inculpation, bien sûr.

Malgré cela, l'information circule intra et extra-muros de plus en plus vite, et de plus en plus fort.

Conscrits, objecteurs, insoumis, comité de soutien et diverses organisations politiques ont rompu le silence. Tracts ou affiches se multiplient ; les inculpations aussi...

A SEDAN, par exemple, neuf inculpés en 1972. La répression y est plus dure qu'ailleurs car la forme des contacts qui s'établissent entre les appelés et les gens de la ville inquiète l'autorité. Cela a commencé fin 71, à la MIC de Charleville où jeunes et immigrés dénoncèrent les attaques racistes menées par certains militaires contre des travailleurs algériens. Les soldats prennent la relève, rédigent un tract qui est distribué dans la ville, et à Sedan « Nous ne serons pas des crevards ». Conséquences : deux civils inculpés, un comité de soutien, enfin, en avril 71, une ordonnance de non-lieu.

L'information se développe, maîtres, tracts, discussions dans les cafés, dans les bals, contacts entre conscrits et population, etc.

La brochure « Sedan 72 » raconte tout cela en détail, documents à l'appui. Conséquence loquace, la situation se durcit : — A l'intérieur de la caserne, plusieurs capitaines font porter sur le cahier d'ordre de leur escadron que « tout soldat qui, à l'avenir, acceptera un tract,

sera considéré comme complice de ses auteurs ». Ne pouvant bloquer l'information, on ordonne aux bidasses d'être sourds et aveugles.

solidarité

— En ville, police et armée décollent, la nuit, une affiche symbole de ces contacts : « Les jeunes s'unissent, l'armée s'effondre ». Trois colleurs sont inculpés de « provocation de militaires aux délits de violence avec armes, de l'article 331 ». Comme par hasard, quelques jours après ce collage, on s'en prend aux jeunes là où ils sont ensemble : Intervention policière à la MIC de Sedan, contrôle d'identité, etc.

De quoi se mêle-t-on ? Pourquoi les bidasses auraient-ils le droit de lire, penser ou parler ? Ne sont-ils pas à l'armée pour apprendre à se taire, à obéir, à s'écraser ? De quel droit les gens sortent-ils des boîtes, des cages dans lesquelles on les enferme ? Civils ou conscrits ont commencé à reconnaître en ces forces répressives et insi-

dieuses leur ennemi commun, défenseur d'un ordre, pas le leur en tout cas. Leur solidarité les a conduits à la victoire en avril 72 : une ordonnance de non-lieu. Il s'agit d'en remporter neuf cette fois-ci.

Il n'y a pas qu'à Sedan que la lutte est menée. Le même combat à Brest : trois militants surpris durant un collage de deux affiches intitulées : « l'armée est au service des patrons », « l'armée polluée » seront jugés le 19 janvier.

ralbol

La répression n'est pas aveugle, elle frappe les diffuseurs d'une information dangereuse. Que se passe-t-il dans les casernes ? C'est pas bien beau à ce qu'il paraît.

« Faut-il croire les récits circonstanciés selon lesquels, dans ce régiment, tel ou tel gradé s'affirme grand admirateur du führer et salue ses hommes le bras tendu ? »...

« Faut-il croire que parmi les chants de marche enseignés aux soldats figurent des chants nazis ? »... dit le journal PS alsacien « Aujourd'hui », et on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'une publication gauchiste...

— Dire ce qui se passe à l'armée, comment on y brime, on y écrase, on y assassine indirectement en poussant au suicide ou en refusant l'assistance à personne en danger.

Dire cela, c'est raconter le conditionnement que subit toute la jeunesse pour quelle devienne « adulte », abêtie, prête à produire et à consommer :

C'est cela qui est sanctionné. L'armée, dernier bastion, caricature de l'organisation et des pratiques de notre société, est, elle aussi, pénétrée par le ras le bol. Elle contre-attaque plus sévèrement qu'ailleurs. Car elle est aussi l'ultime outil dont dispose la bourgeoisie pour briser la détermination populaire.

Alors, si les bidasses se mettent à réfléchir, à contester, à communiquer, où allons-nous ?

Monique SARDOU ■

• LA ROCHELLE : la grève de Khader

29 novembre 1972. Mohamed Diab est assassiné à l'intérieur du commissariat de Versailles. Crime atroce, la bourgeoisie a dû y aller de sa petite larme... C'est la moindre des choses, mais il ne faudrait pas que cela se renouvelle trop souvent... Heureusement on ne sait pas tout : il paraît qu'on assassine une cinquantaine de Nord-Africains chaque mois.

CINQUANTE morts par mois, le tribut payé au capitalisme par les travailleurs nord-africains est lourd, trop lourd. Et il faudrait y ajouter la liste des Portugais, Malgaches, Sénégalais, Turcs, etc.

La mort de Mohamed Diab interpelle tout le monde et en premier lieu ses frères arabes. A La Rochelle Khader (26 ans) travailleur algérien pense qu'il doit faire quelque chose. Il entame une grève de la faim, sans rien dire, discrètement, sans vouloir gêner. Il a tellement l'habitude de « raser les murs la tête basse »... Nous sommes le 17 décembre.

En quelques jours Khader va réveiller La Rochelle. Un jeune travailleur français le rejoint dans sa grève. Un comité de soutien, composé de travailleurs français et immigrés se met en place et fait connaître la lutte. La presse locale avoue qu'elle ne peut « rester indifférente » face à cet événement. On en parle dans les églises le jour de Noël.

Plusieurs centaines de personnes ont participé aux différentes réunions d'explication. Dix-

neuf jours après le début de la grève, 250 personnes manifestent dans la rue leur opposition au racisme, leur solidarité envers Diab, leur soutien à Khader. A chaque carrefour ils expliquent à ceux qui, sur le trottoir, ne sont encore que des spectateurs.

dignité ouvrière

On va voir Khader, on l'écoute expliquer que dans cette lutte il a retrouvé sa dignité d'homme et qu'il veut qu'il en soit de même pour tous ses frères. Il poursuit son combat avec la même discrétion. Sans la lettre d'un militant de La Rochelle nous n'aurions jamais rien su de Khader.

Mais que savons-nous de lui ? Même pas s'il a cessé sa grève de la faim. Peut-être savons-nous seulement que son combat pour la dignité c'est notre combat, c'est celui de toute la classe ouvrière ? Mais il faudrait le prouver.

Jacques Ferlus ■

notes de lecture

“PROJET”

Il n'est pas fréquent que « T.S. » fasse état de la parution d'une revue. C'est assurément une lacune importante car beaucoup de lecteurs qui n'ont pas le temps de déchiffrer un livre trouveraient des éléments de réflexion utiles dans les revues.

C'est pourquoi cette semaine, le numéro de janvier de la revue catholique « Projet » mérite l'attention. Tous les articles qu'elle contient ce mois-ci présentent de l'intérêt pour le public de T.S. Parmi eux un dossier sur le chômage et un autre sur la Chine.

« Chômeur, à en être malade ». Le titre de cet article m'a frappé car le mot de chômage est d'habitude associé à un univers économique et non pas médical. Or dans ces quelques pages sont décrites les conséquences physiques et psychiques du chômage. On n'y pense jamais assez et pourtant l'article montre combien ces maladies (dépressions nerveuses, ulcères d'estomac, impuissance sexuelle, complexes d'infériorité pathologique, etc.) sont fréquentes et nuisent à la fois au chômeur lui-même et à toute sa famille, quand elles ne le mènent pas au suicide.

Catherine Morin et François Lesterlin reviennent de Chine, comme beaucoup de monde en ce moment.

D'où vient l'exceptionnel intérêt de leur témoignage ? Non de l'apologie qu'ils pourraient faire de la Chine car j'ai une répulsion viscérale à l'égard de tout ce qui m'est

présenté comme idyllique. J'ai trop entendu nos camarades les plus anciens raconter comment le Kominintern organisait les visites des étrangers dans la jeune République Soviétique et comment il les convainquit d'être enthousiastes à leur retour chez eux. C'est hélas à ce genre d'intoxication que beaucoup de convaincus d'avance se livrent avec leur témoignage apologétique.

fascinant

Or le dossier de la revue Projet démontre une chose très simple : la Chine n'a pas besoin de ce sectarisme minable pour être admirée. Morin et Lesterlin ne prennent pas leurs lecteurs pour des imbéciles et ne ponctuent pas toutes leurs phrases d'Alleluia Mao ! Ils décrivent simplement ce qu'ils ont vu et entendu et chacun peut faire son jugement sur les performances accomplies dans les divers domaines. Rarement quelques pages aussi brèves ne m'ont autant passionné ; rarement une telle présentation de la réalité chinoise avec toutes ses insuffisances avec tous ses aspects qui heurtent un esprit occidental ne m'avait rendu l'expérience chinoise aussi fascinante.

Ajoutons que ce dossier sur la Chine se termine par une étude sur l'émancipation de la femme chinoise qui présente également un grand intérêt bien que tombant parfois dans les tentations de l'encensement.

Jacques GALLUS. ■

(Projet, Janvier 1973, 6 F en vente à la librairie de T.S.)

**vers
quelle société?**

Préface de Michel Rocard

**manifeste
du parti
socialiste unifié**

**contrôler aujourd'hui
pour décider demain**


tema action

TEMA-EDITIONS 10F

(En vente à la Librairie « TS », 10 F. Commandes groupées : 8 F.)

l'enchantement

• LES ARPEUTEURS

film suisse de Michel Soutter.

Monique, Serge et moi, on a vu « les Arpenteurs ».

C'était pas tellement commode, puisque ça ne se joue qu'au cinéma Saint-André-des-Arts. Mais on avait envie de revoir la tête des deux types qui nous avaient tellement plu dans « La Salamandre » : Jean-Luc Bideau, le grand, et Jacques Denis, le petit.

Eh bien, ça vaut vraiment la peine.

D'abord, on s'est bien marré. Je sais que ce n'est pas un argument extraordinaire, mais ce qui est sûr, c'est que ça fait du bien.

Dès le début, quant cet abruti de Bideau marmonne indistinctement tout en bouffant son petit déjeuner, le ton est donné. On ne comprend ce qu'il dit que par bribes : on devine qu'il est en train de prévoir ce qu'il va faire dans la journée. Mais ces projets vont s'effilocheur peu à peu. Rien ne se passe comme prévu, chaque rencontre est insolite : l'hurluberlu à la casquette (Jacques Denis), l'Anglaise qui propose tout de

suite de faire l'amour, la fille sage (Marie Dubois) que son fiancé ennue et qui a bien envie de faire l'amour... Et, au milieu de tout ça, avec sa grande carcasse et sa grosse tignasse, Bideau se promène à grandes enjambées, affairé, préoccupé, consultant son avocat pour savoir les risques qu'il court...

Connasses

Il se paie un air si naturel qu'on en oublie l'in vraisemblance de ses aventures. Mais c'est ça le miracle des contes : nous nous trouvons « enchantés » nous aussi, soumis au plaisir charmeur du récit au point de ne plus penser à la réalité qui attend son heure.

Car, comme dans tous les contes, derrière les masques, les quiproquos, les fausses rencontres, on découvre finalement que c'est avec la mort que se jouait la partie. N'est-ce pas en rêve que Bideau a vécu ce jeu de l'amour et du hasard, dans ce petit îlot de verdure qu'il était chargé d'arpenter et vers lequel s'avance le bulldozer des démolisseurs ?



« Connasses ! Connasses ! » gueule Bideau, à la fin, à l'adresse des deux filles qu'il vient de quitter sur un dernier malentendu. Tout en nous marrant de le voir et de l'entendre, on était tristes, Monique, Serge et moi : la vie est-elle conne, finalement ?

Nos projets ne sont-ils que bribes effilochées ? Le bonheur n'est-il qu'un rêve ?

Pour se redonner du courage, on s'est payé, en sortant, une bonne crêpe à la confiture de groseilles.

Michel CLEVENOT ■

TEP

Tél. 636.79.09
17, rue Malte-Brun, 20^e

MARTIN LUTHER
ET THOMAS MUNZER
ou les débuts de la comptabilité
de Dieter Forte

notes de lecture

la mort d'un rêve

21 septembre 1969. Jacques Chaban-Delmas fait un grand discours devant l'Assemblée nationale, dresse une gigantesque fresque des réformes que promet son arrivée au pouvoir. La Nouvelle Société est née : ce doit être la Suède, avec le soleil en plus. La presse en parle comme du célèbre programme de John Kennedy sur la « Nouvelle Frontière ». La bourgeoisie française serait-elle enfin dotée d'un grand dessein politique, d'un projet de société à la mesure de la crise qu'elle a traversée un an plus tôt ?

Il faut croire que non. Car quand Philippe Alexandre dresse le bilan du ministère Chaban-Delmas, tout au plus parvient-il à faire une chronique des scandales. On nageait dans le rêves, on se réveille dans la boue. Cet inventaire de la Nouvelle société aurait pu s'appeler, tout simplement, la Grande lessive.

Son livre, *Exécution d'un homme politique* (1), accrédite la thèse d'un complot, savamment orchestré, contre Chaban. De la feuille d'impôt à l'affaire Dega, en passant par l'inculpation de Rives-Henrys, l'affaire de l'O.R.T.F. et de la publicité clandestine, tout dans les scandales ramène à un homme : Chaban-Delmas. Dega, Rives-Henrys avaient appartenu à son cabinet, Michard-Pélissier est de ses amis. Tout cela apparaît trop convergent à l'auteur pour être le fait de coïncidences...

Un complot. Mais alors qui ? Le Canard enchaîné, passé maître dans l'art de la publication des photocopies, n'en serait que l'agent involontaire. Et s'il évoque souvent la mémoire de Roger Salengro, Philippe Alexandre ne va pas jusqu'à comparer le Canard et Gringoire. Roger

Salengro, oui — et aussi Georges Pompidou, que l'on a tenté d'éliminer avec l'affaire Markovic. Une évocation qui blesse encore tellement le Président de la République, qu'il a, paraît-il, fait « sucrer » une phrase du manuscrit à l'insu de l'auteur. Mais c'est encore le Canard qui le dit...

complot ?

Où serait le chef d'orchestre ? Giscard ? C'est bien celui « à qui le crime profite » comme dit le vieil adage. Mais le chef de file des Républicains indépendants a-t-il tant intérêt que cela à la chute de la majorité ? Une chute qui serait aussi nécessairement la sienne. Des fonctionnaires, écoeurés par les pressions, les interventions, les passe-droits qui ont fait de l'Etat une annexe de l'U.D.R. ? Pourquoi pas ? C'est la thèse que semble retenir l'auteur : mais alors, comment parler de complot ?

Il n'y a que deux moyens de toucher ces gens-là : le fric et la réputation. Et quand on ne peut pas atteindre l'un, on peut essayer de s'attaquer à l'autre. C'est du moins comme ça qu'ils agissent entre eux. Comme l'expliquait Aranda, chacun essaye de « tenir » l'autre. « Je te tiens, tu me tiens, par la barbichette... »

Et ils vivent dans une telle atmosphère policière qu'ils voient du complot partout, imaginent un gauchiste derrière chaque photocopieuse, ou un fonctionnaire d'opposition hantant de nuit les salles de rédaction.

Ce n'est pas comme ça qu'il faut écrire l'histoire du ministère Chaban.

Non pour nier le rôle de l'accumulation des scandales dans sa disgrâce et sa chute. Mais c'est, beaucoup plus fondamentalement, l'échec de la politique des « contrats de progrès », de la « participation aux bénéfices » chez Renault ou dans d'autres entreprises, l'échec de la concertation, qui ont causé la perte de Chaban-Delmas. Après les six semaines de grèves du Joint Français, le Premier ministre aurait mené la majorité à la bataille électorale en chantant le grand air de la concertation ? Dérision !

Le refus de la classe ouvrière de se laisser enchaîner par la collaboration de classe, la pression constante exercée par les travailleurs en lutte sur les directions syndicales, ont fait davantage pour faire tomber Chaban qu'une explication maladroite à la télévision sur son avoir fiscal...

Ombre des couloirs du régime, bien informé par profession (il est éditorialiste de RTL) et par alliance (c'est un neveu de Michel Debré), Philippe Alexandre nous fait nous promener dans les allées du pouvoir ; les luttes de clans déchirent les princes qui nous gouvernent.

Mais si ces descriptions qui commencent à devenir familières, après les livres d'Aranda, de Modiano ou de Poniatowski (2), vous font hésiter à en reprendre pour cinq ans le 11 mars prochain, sachez quand même que la lutte de classes est plus efficace que la photocopieuse — même gauchiste...

JEAN-FRANÇOIS MERLE ■

(1) Philippe ALEXANDRE, *Exécution d'un homme politique*, Editions Grasset, 298 pages, 24 F. (Sur commande à la librairie de T.S.)

(2) Cf. T.S. n° 558.

REGARDS POLITIQUES

■ **VOTE + FUSIL**, film chilien, de Helvio Soto. — Après « Que Hacer ? » (« TS » n°), un autre film sur la « voie chilienne » que d'aucuns voudraient bien emprunter entre Dunkerque et Marseille. Réminiscences du Front Populaire, remords de l'ancien militant communiste devenu cadre rangé, impatiences du M.I.R., un débat familial se retrouve sur ces images. Familier ? A condition de l'y reconnaître. Car la première moitié du film est tellement confuse, dans sa construction et son intellectualisme, qu'il est difficile de promettre à ce film une audience populaire. La fin est mieux enlevée et les problèmes mieux posés mais il est difficile de croire que l'hermétisme puisse favoriser la compréhension et le débat. (TM)

■ **NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTÉ PROVISOIRE**, ital., de Damiano Damiani. — Un bourgeois confronté à l'enfer des prisons, à « l'intolérable », peut-il quand même oublier ? (Cf. « TS » n° 561.)

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660.)

■ **LES CONTES DE CANTERBURY**, ital., de Pier Paolo Pasolini. — Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559.)

■ **FAMILY LIFE**, angl., de Ken Loach. — Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558.)

■ **PSAUME ROUGE**, hongr., de Miklos Jancso. — Hymne au refus et à l'insoumission dans la Hongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf. TS n° 557.)

■ **BEAU MASQUE**, Français, de Bernard Paul — dans « T.S. » n° 556.

■ **FRITZ THE CAT**, dessin animé de Bashki — dans « T.S. » n° 556.

■ **LE PARRAIN**, Amér., avec Marlon Brando — La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans « T.S. » n° 553.)

■ **L'ATTENTAT**, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « T.S. » n° 550.)

■ **LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE**, Canadien, de Gilles Carle. Une bonne fille poussée à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « T.S. » n° 550.)

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « policière » est aussi un monde policier. (Cf. « T.S. » n° 548.)

■ **ORANGE MECANIQUE**, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ **LES MALES**, Québ., de Gilles Carle. « La Vallée » au Québec : le retour à la nature, oui, mais comment rester 553 jours sans « affection » féminine ?

■ **W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME**, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « T.S. » n° 547.)

DJIBOUTI (Suite)

le parti des "frères ennemis"

On s'attendait au coup de clairon de Pompidou sur l'air de « l'appartenance du Territoire à la République française ». On n'espérait pas moins la « réserve » de l'accueil populaire, en dépit des manœuvres visant une fois de plus à diviser la population djiboutienne en deux ethnies « rivales » : certaines rues avaient, en effet, été réservées, les unes aux Afars, les autres aux Issas. Il faut bien préserver les particularismes... Comme il faut bien, selon les termes du chef de l'Etat, « défendre les intérêts de la population autochtone, contre la perméabilité du Territoire, ce qui oblige la France à une grande vigilance... ». Qu'en termes galants ces choses-là sont dites pour évoquer le « mur de la honte » ! Mais laissons parler l'opposition.

La Ligue Populaire Africaine, seule opposition politique organisée — et légale — est née en février 1972 de la fusion de deux organisations, l'une afar et l'autre somalienne, et du désir de dépasser les divisions tribales. Sachant tous les avantages que les tenants du pays avaient pu tirer de ces querelles, on mesure l'importance de la création de la LPA dans l'évolution historique du territoire français des Afars et des Issas.

D'ailleurs, barons et baronnets locaux ne s'y sont pas trompés tant est vive leur hostilité, mêlée de crainte, à l'égard de ce parti.

Xavier Deniau lui-même, secrétaire d'Etat chargé des DOM et TOM, ne s'est pas montré plus serein lorsque, il y a quelques mois, il a refusé de recevoir ensemble deux représentants de la LPA venus lui demander audience à Paris. Car l'un est Afar et l'autre Issa. Pas question donc de cautionner cette réconciliation « contre nature »...

Les deux « frères ennemis » sont donc repartis comme ils étaient venus : ensemble. Notons quand même que ces représentants du TFAI, fussent-ils aujourd'hui de l'opposition, connaissent autrefois quelque considération : Hassan Gouled, ancien sénateur et député au Parlement français, et Ahmed Dini furent tous deux vice-présidents du conseil de gouvernement du territoire — l'équivalent d'Ali Aref...

Toujours est-il que l'un et l'autre se partagent désormais la direction de la LPA dont le secrétaire général est Mohamed Ahmed Issa dit « Cheiko ».

social-démocrate

Rompus aux mœurs politicardes, les principaux dirigeants de la LPA sont ce qu'il est convenu d'appeler des notables. En tant que tels, ils entraînent dans le sillage de leur popularité, qui est réelle, une sorte d'intelligentsia composée de jeunes autochtones relativement privilégiés de par leur situation sociale. Instituteurs, employés des services publics ou privés, ils ont pu bénéficier d'une formation « à la française » sans toutefois parvenir aux fonctions de responsabilité qu'ils étaient en droit d'espérer. D'où leur prise de conscience de la dépendance coloniale de leur pays. D'où leur opposition au statu quo.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que la LPA songe davantage à prendre en mains la direction du pays qu'à remettre fondamentalement en cause les structures profondes d'une situation issue du capitalisme colonial. Ainsi, pour les dirigeants de ce parti, il s'agit d'atteindre le stade de la démocratie représentative sur le mode bourgeois, plutôt que celui de la démocratie directe à laquelle, il faut en convenir, le peuple du Territoire n'est nullement prêt.

On serait donc tenté, par commodité de simplification, de taxer la LPA de

social-démocrate, ce qui n'est pas une tare en soi si l'on tient compte du cheminement historique des révolutions nationalistes, et surtout si on les considère dans leurs particularismes propres, peu réductibles aux schémas politico-bourgeois du mode de pensée occidental.

A cet égard, on voudra bien reconnaître aux dirigeants de la LPA l'originalité de certaines de leurs analyses quant au particularisme djiboutien, bien qu'ils les expriment en dehors de tout programme politique défini.

« Ainsi — et nous faisons ici parler Ahmed Dini aussi bien qu'Hassan Gouled — nous ne pouvons réclamer la nationalisation des moyens de production puisque nous ne produisons rien. Nous pouvons certainement produire mais il nous faut, pour commencer, en avoir les moyens. De même, le TFAI ne comporte pratiquement pas d'industries ni de propriétaires fonciers ; nous ne pouvons donc que critiquer le mode d'enrichissement de certains dans ses formes illégales.

« De plus, la religion musulmane, dont nous sommes imprégnés jusqu'au plus profond de nous-mêmes, considère la propriété privée comme un élément fondamental de la vie sociale ; plus exactement, il s'agit de la possession de biens, ce qui parle très fort pour les peuples de l'Islam de tous temps particulièrement déshérités.

« C'est pourquoi on ne peut, dans un projet politique, décider autoritairement que tout un peuple restera pauvre, même si ce n'est que pour un premier temps. La pauvreté ne peut être acceptée que si elle est compensée par une richesse intellectuelle qui, d'ailleurs, s'acquiert généralement dans un certain bien-être matériel. On ne devient désintéressé qu'après avoir développé sa conscience.

« Pour nous, le communisme ne peut être considéré que comme l'étape finale et encore bien lointaine car, bien souvent, le premier souci de chacun est de bien s'habiller : échapper à la condition d'« aid ». L'« aid », c'est le paria, c'est le mot qu'on ne prononce même pas tant il est infamant.

« Ainsi, en République somalienne, les



D.R.
Ahmed DINI et Hassan GOULED

dirigeants ne parlent pas de socialisme. Ils disent : « possession commune des biens » et les seules nationalisations qu'ils ont faites ont touché les seuls secteurs bancaire et médical.

socialisme archaïque

« Il faut comprendre aussi que par les formes de nos coutumes nous sommes bien souvent au-delà du socialisme et du communisme. Nos tribus sont de véritables communautés dans lesquelles la détresse est inconnue. Quand l'administration coloniale appelle « parasitisme » le fait que plusieurs personnes vivent sur un seul salaire et dans un seul foyer, elle oublie, d'une part, sa responsabilité directe dans l'existence de ces situations et, d'autre part, que ce que nous opposons à son injustice, c'est notre socialisme archaïque.

« Nous ne pouvons être précis sur notre organisation ni sur le nombre de ses membres car nous avons opté pour le recrutement clandestin. Dans ce pays où chacun vit, directement ou indirectement, de l'administration, certains ont perdu leur emploi parce que leurs noms figuraient dans nos registres de cotisations qui furent saisis.

« Nous pouvons dire que nous édisons, une quinzaine de fois par an, un bulletin ronéoté tiré à 1.500 exemplaires et qui est souvent lu collectivement à cause du grand nombre d'analphabètes. Nous organisons aussi des réunions publiques qui rassemblent 2 à 3.000 personnes alors qu'elles ne sont bien sûr pas annoncées dans « Le Réveil de Djibouti » — le Sommeil, comme on dit ici — ni sur les ondes de l'ORTF qui nous sont totalement interdites, bien que nous demandions régulièrement, et par écrit, à participer à des débats.

« A notre intention, l'administration entretient une pseudo-représentation à l'aide de fonctionnaires qui ressuscitent des partis fictifs en prévision de certains événements comme le passage d'un ministre ou... du président de la République. C'est le cas du receveur des PTT et l'UDR, du Rassemblement démocratique afar d'Ali Aref,

de la Fédération de la jeunesse Issa, etc. Ça fera huit délégués à présenter à Pompidou contre un seul de la LPA (si encore nous acceptons d'entrer dans le jeu). En somme de quoi montrer nos « divisions » !

« Ce que nous voulons ? Nous sommes contre une France coloniale et ses lois iniques qui essaient de nous arracher les avantages de la Loi-Cadre sous prétexte que nous ne l'avons pas revendiquée avec autant de force que ne l'a fait le reste de la « cavalerie africaine »... Quant au statut d'« autonomie », il a été fait sans tenir compte de nos souhaits et suggestions (1). Et puis, comment concilier une soi-disant autonomie avec l'absence de paix dans les maisons, avec ces rafles incessantes, avec ce barrage qui est une atteinte à notre dignité et à la liberté de circulation qui figure dans la Déclaration des Droits de l'Homme, avec les tentatives de désislamisation comme celle tendant à soumettre notre droit coutumier sur le mariage au contrôle administratif ?

« Et que dire de la gabegie, de la famine, des scandales financiers (2), du népotisme, de la fraude électorale érigée en institution ?

« Nous ne sommes pas une subversion comme le souhaiterait l'administration pour justifier sa présence et masquer son injustice. Nous avons la prétention d'être des responsables et d'avancer à coup sûr. Nous voulons défendre les intérêts de tous et gouverner selon nos mœurs et nos coutumes coraniques, et pas comme le décideur « nos aînés », les blancs qui veulent toujours être les chefs. »

autodétermination

« Si nous avons revendiqué l'indépendance à de Gaulle, c'est parce qu'il fallait lui parler haut. Depuis, la situation a continué à se dégrader et aujourd'hui, c'est à la France de tirer les conclusions de son échec. Les déportations, la misère, c'est un échec. Nous nous faisons forts de démontrer cet échec à la France. Mais si elle veut rester par la force, elle peut rester encore mille ans ici.

« Nous luttons pour notre droit à l'autodétermination et pour une indépendance par étapes. Quels seront alors nos objectifs ?

« Nous utiliserons au mieux sur le plan social ce que nous avons, en donnant la priorité aux investissements dont on nous a privés. Mais il nous faudra tout d'abord :

— instaurer une vie normale en supprimant le barrage, nous avons bien vécu presque cent ans sans lui ! Le supprimer, cela signifiera : donner un état-civil réel (3) à chacun et une égalité sociale pour les nomades comme pour les sédentaires ;

— mettre fin à l'oppression et à la tricherie électorale ;

— donner la parole aux citoyens et nous soumettre au jugement populaire.

Il nous faudra aussi réaliser un recensement des ressources du pays (4) pour les exploiter en conséquence. « Tout cela, nous le ferons dans la limite de notre économie, mais au moins sans aliéner notre avenir à une aumône.

« C'est pourquoi notre première tâche est de vaincre la camarilla qui fait de notre territoire une principauté gauloise en état de siège. « Ils » veulent nous faire passer pour une subversion parce qu'ils en ont besoin pour occuper l'oligarchie militaire et administrative. Ils sont même prêts à des provocations pour créer cette subversion. »

Gérard BOREL ■

"Fronts de libération"

PARMI les télégrammes de sympathie que le P.S.U. a reçus de l'étranger à l'occasion de son congrès de Toulouse, l'un émanait du « Front de libération de la Côte des Somalis » réfugié à Mogadiscio, capitale de la République de Somalie. Le F.C.L.S., dont le secrétaire général est Aden Roble Awale, est né en 1963. C'est à peu près tout ce que nous savons de ce Front qui prétend disposer d'une centaine de militants entraînés pour les attentats et les sabotages, alors qu'on n'a jamais rien su de leurs éventuelles actions. Revendiquant « l'autonomie complète avec des représentants authentiques du peuple » et, à plus long terme, l'indépendance totale, le F.C.L.S.

semble en tout cas ne rencontrer que peu d'échos parmi la population du Territoire. Pas plus d'ailleurs que le « Mouvement de libération de Djibouti » qui revendique, lui, le rattachement du Territoire à l'Ethiopie ; c'est d'ailleurs le gouvernement d'Hailé Sélassié qui a suscité la création de ce mouvement en riposte au F.L.C.S.

Quoi qu'il en soit, la population du Territoire ne paraît nullement soucieuse de s'inféoder à l'un ou l'autre de ses voisins. Mais ces « fronts » ont tout de même permis à l'administration française, lors des événements sanglants de 66-67, de rejeter la responsabilité des troubles sur de prétendus agitateurs étrangers.